

**JACKY
MONCUIT**
ARCHITECTE
D P L G
URBANISTE
D E S S A R

CHAMPAGNE
15, AVENUE DES COMTES
DE CHAMPAGNE
51130 BERGERES LES VERTUS
TEL 03 26 52 17 25
FAX 03 26 52 00 62

Vu pour être annexé à la délibération N° *2258*
du Conseil Municipal de Somme Suipe
en date du ... *26 février 2004*
approuvant le Plan Local d'Urbanisme
Le Maire,



P.L.U APPROUVÉ SOMME SUIPPE



Rapport de présentation

SOMMAIRE

INTRODUCTION	I-1
I^{ère} partie : ANALYSE DES DONNEES	I-4
1. Les données qualitatives	I-5
1.1 Etat des documents d'urbanisme	I-5
1.2 La situation géographique	I-6
1.3 Le milieu physique	I-9
1.3.1 Le relief	
1.3.2 La géologie	
1.3.3 L'hydrographie	
1.3.4 Le climat	
1.4 Les milieux naturels	
1.4.1 La zone alluviale	
1.4.2 L'inventaire des ZNIEFF	
1.4.3 Les milieux boisements	
1.4.4 Les zones agricoles	
1.4.5. Le villag et sa périphérie	
1.5 Le paysage	I-14
1.5.1 Les unités paysagères	
1.5.2 Les éléments remarquables et cônes de vue	
1.6 Le tourisme et les loisirs	I-18
1.7 Le patrimoine historique	I-18
1.7.1 L'histoire et le patrimoine historique	
1.7.2 Le patrimoine archéologique	
1.8 Les caractéristiques du site urbain	I-21
2. Les données quantitatives	I-26
2.1 La démographie	I-26
2.1.1 L'évolution de la population	
2.1.2 Les facteurs de l'évolution démographique	
2.2 La population et les activités économiques	I-29
2.2.1 La population active	
2.2.2 Les migrations alternantes et l'emploi	
2.2.3 L'emploi par activités	
2.2.4 Les activités	
2.3 Le logement	I-33
2.3.1 L'ancienneté du parc	
2.3.2 Nombre de logements par immeuble	
2.3.3 Le confort des logements	
2.3.4 Evolution du parc immobilier	
2.4 Les équipements et réseaux	I-37
2.4.1 Les équipements communaux	
2.4.2 Les réseaux	
II^{ème} partie: CONTRAINTES PARTICULIERES	II-1
1. Contraintes particulières	II-2
1.1 Les contraintes naturelles	
1.1.1 Effondrement de terrain	II-2
1.2 Les contraintes technologiques	II-2
1.2.1 Les installations classées	

ACTE REÇU LE
28 JAN. 2005
PRÉFECTURE DE LA MARNE
D. R. C. L.

III^{ème} partie: OBJECTIFS DE LA REVISION	III-1
1. Rappel des motivations ayant précédées la révision du P.L.U	III-2
1.1 Les objectifs urbanistiques	III-2
1.1.1 Les zones urbaines	
1.1.2 Les zones naturelles	
2. Concrétisation des objectifs de la révision du P.L.U	III-4
2.1 L'évolution du zonage	III-4
2.2 Les emplacements réservés	III-6
2.3 Les espaces boisés	III-7
3. Prise en compte de l'environnement et des contraintes	III-8
IV^{ème} partie: JUSTIFICATIONS DES DISPOSITIONS DU P.L.U	IV-1
1. Les zones urbaines	IV-2
1.1 Les superficies	IV-2
1.2 Présentation et justification des zones	IV-2
1.2.1 Zone UH	
1.2.2 Zone UI	
1.2.3 Zone UM	
1.3 Justification des dispositions réglementaires	IV-3
1.3.1 Zone UH	
1.3.2 Zone UI	
1.3.3 Zone UM	
2. Les autres zones	IV-9
2.1 Les superficies	IV-9
2.2 Présentation et justification des zones	IV-9
2.2.1 Zone AU	
2.2.2 Zone A	
2.2.3 Zone N	
2.3 Justification des dispositions réglementaires	IV-11
2.3.1 Zone AU	
2.3.2 Zone A	
2.3.3 Zone N	
3. Les perspectives ouvertes	IV-18
3.1 En matière de logement	IV-18
3.2 En matière d'activités	IV-18
4. Les dispositions diverses	IV-18
4.1 Les servitudes et contraintes	IV-18
4.2 Les emplacements réservés	IV-19
4.3 Les espaces boisés classés	IV-19
V^{ème} partie: ETUDES D'ENTREES DE VILLE	V-1

INTRODUCTION

Conformément de l'Article L.123-1 du Code de l'Urbanisme:

- un P.L.U (Plan Local d'Urbanisme) est un document d'urbanisme à court et moyen terme qui expose le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et précisent les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.
- un P.L.U présente le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D) retenu, qui peut caractériser les îlots, quartiers ou secteurs à restructurer ou réhabiliter, identifier les espaces ayant une fonction de centralité existants, à créer ou à développer, prévoir les actions et opérations d'aménagement à mettre en oeuvre, notamment en ce qui concerne le traitement des espaces et voies publics, les entrées de villes, les paysages, l'environnement, la lutte contre l'insalubrité, la sauvegarde de la diversité commerciale des quartiers et le cas échéant, le renouvellement urbain.
- un P.L.U fixe les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L.121-1 du Code de l'Urbanisme, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire, délimitent les zones urbaines ou à urbaniser et les zones agricoles ou naturelles et forestières à protéger et définissent, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions.

Il peut en outre:

- préciser l'affectation des sols selon les usages principaux qui peuvent en être fait ou la nature des activités qui peuvent y être exercées ;
- déterminer des règles concernant l'aspect extérieur des constructions, leurs dimensions et l'aménagement de leurs abords afin de contribuer à la qualité architecturale et à l'insertion harmonieuse des constructions dans le milieu environnant ;
- préciser le tracé et les caractéristiques des voies de circulation à conserver, à modifier ou à créer, y compris les rues ou sentiers piétonniers et les itinéraires cyclables, les voies et espaces réservés au transport public ;
- fixer les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général ainsi qu'aux espaces verts ;
- identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à

requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection ;

- fixer une superficie minimale des terrains constructibles lorsque cette règle est justifiée par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif ;
- fixer un ou des coefficients des sols qui déterminent la densité de construction admise.

Le dossier de P.L.U se compose de plusieurs documents:

- le projet d'aménagement et de développement durable,
- le rapport de présentation,
- le règlement d'urbanisme,
- les plans de zonage,
- les listes des servitudes d'utilité publiques et des emplacements réservés,
- le plan des servitudes d'utilité publique,
- les annexes sanitaires.

1^{ère} PARTIE : ANALYSE DES DONNEES

1. LES DONNEES QUALITATIVES

1.1 Etat des documents d'urbanisme

Le territoire de la commune de Somme-Suippe est couvert par un Plan d'Occupation des Sols partiel.

Par délibération du Conseil Municipal le 13 juin 2001, la commune de Somme-Suippe a prescrit la révision de son Plan d'Occupation des Sols, approuvé par délibération du Conseil Municipal le 26 juillet 1984 et révisé le 12 juin 1996.

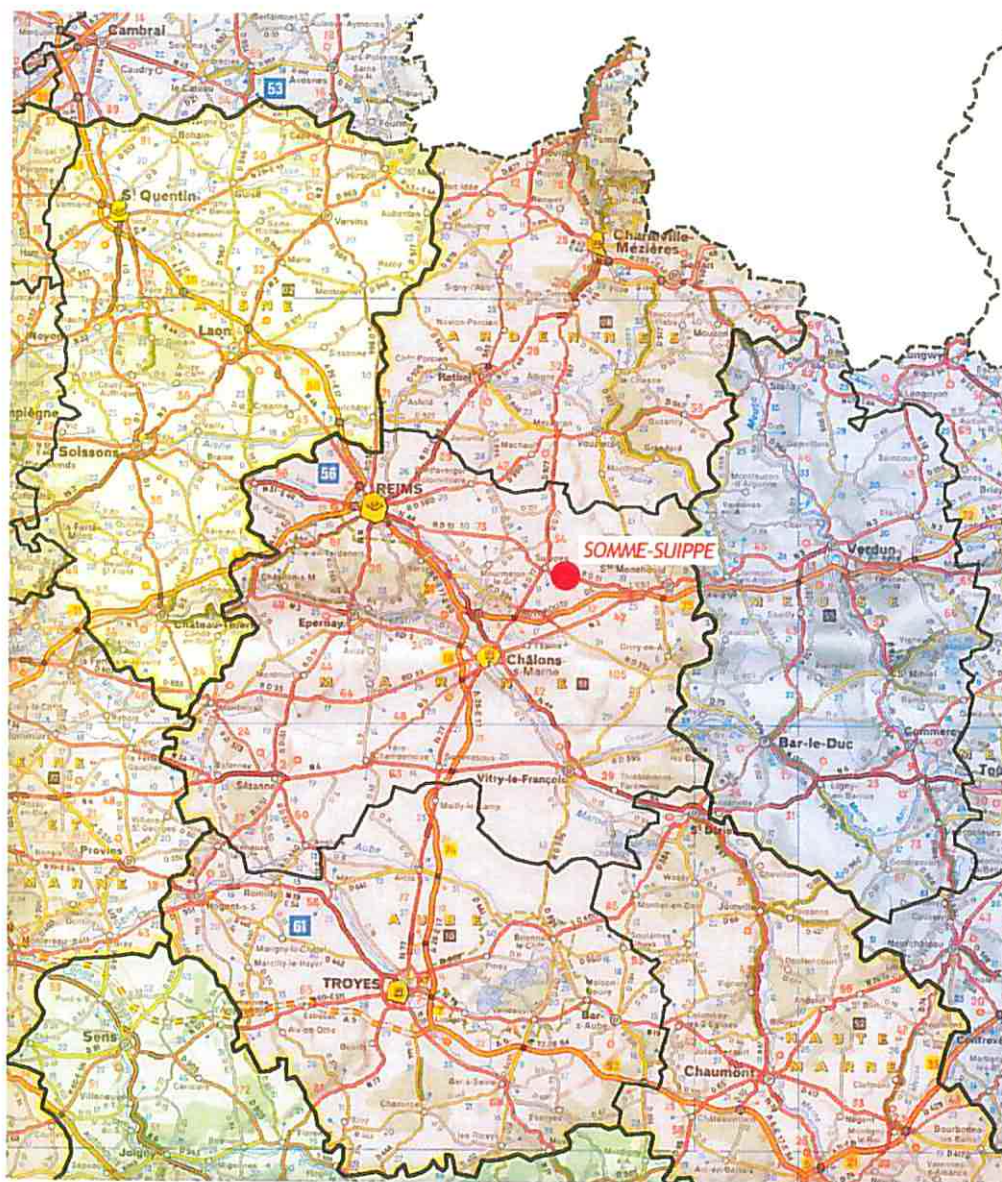
Au regard de la mise en application de la loi Solidarité Renouvellement Urbain (Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000) depuis le 1er avril 2001, cette révision du P.O.S voit le remplacement du Plan d'Occupation des Sols par un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U).

Le territoire de la commune de Somme-Suippe n'est concernée par aucun Schéma Directeur.

Il fait partie du Schéma Départemental d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) approuvé par le Préfet coordinateur de Bassin Seine-Normandie - Préfet de la Région Ile-de-France - le 20 septembre 1996.

1.2 La situation géographique

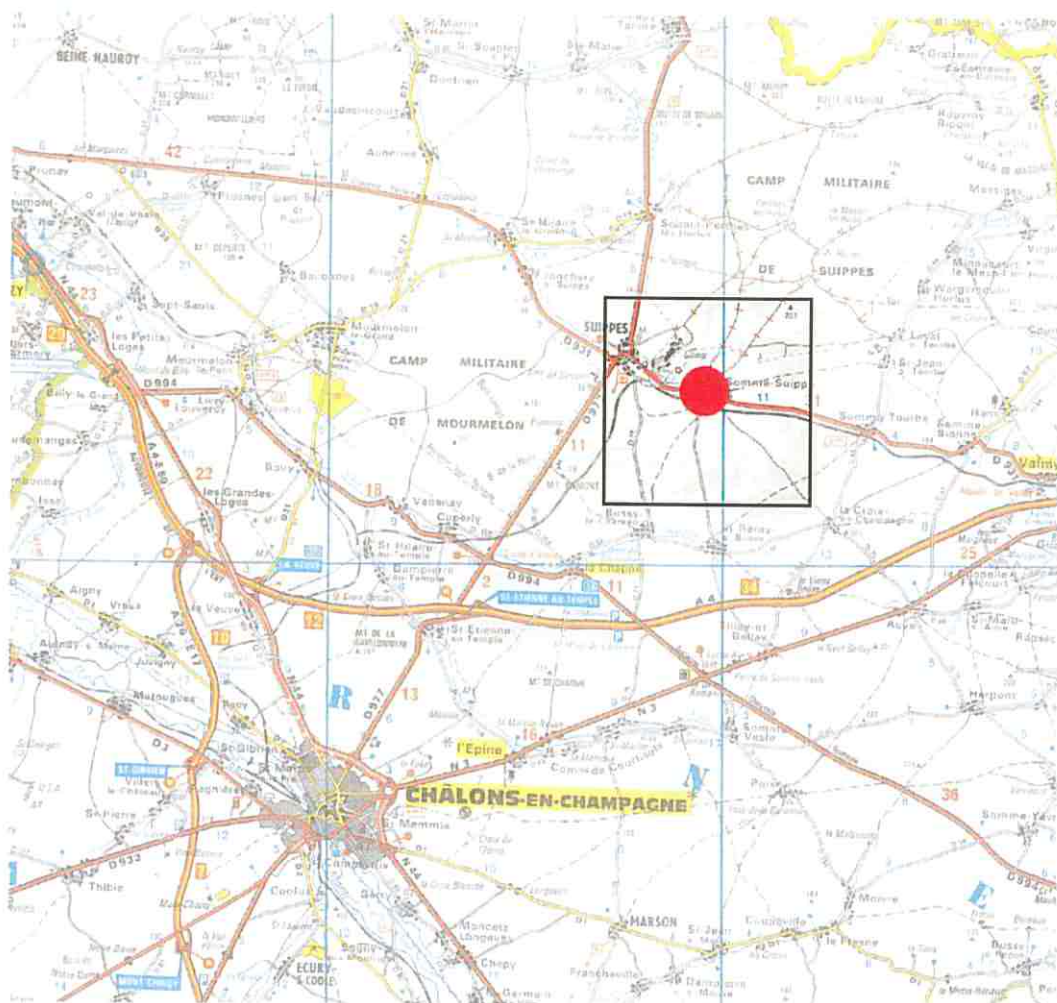
La commune de Somme-Suippe est située dans le département de la Marne, à 4 kilomètres au Sud-Est de Suippes qui est le chef-lieu de canton et à 27 kilomètres de Châlons-en-Champagne, préfecture du Département de la Marne.



Carte de localisation (source IGN)

Le territoire communal s'étend sur une superficie de 3150 hectares dont la plus grande partie est cultivée (2231 hectares). Il faut aussi constater que près de 920 hectares sont occupés par le camp militaire de Suippes.

C'est une commune de 363 habitants (statistiques INSEE- RGP de 1999), située dans la partie orientale de la Champagne crayeuse qui se termine par la côte des Monts de Champagne à 15 kilomètres à l'est du village de Somme-Suippe.



Carte de situation (source IGN)

La commune de SOMME-SUIPPE est traversée par la RD 931, qui relie la commune avec la RD 977 à l'Est et la RN 3 ainsi que l'autoroute A 4 à l'Ouest.

La commune de SOMME-SUIPPE ne comporte qu'une seule localité située le long de la RD 931 et de la vallée de la Suippe.

La commune est riveraine des communes de :

- SUIPPES à l'ouest
- BUSSY-LE-CHATEAU au sud
- SAINT-REMY-SUR-BUSSY au sud
- SOMME-TOURBE à l'est
- SAINT-JEAN-SUR-TOURBE au nord-est
- LAVAL-SUR-TOURBE au nord-est
- WARGEMOULIN-HURLUS au nord-est
- SOUAIN-PERTHES-LES-HURLUS au nord

L'environnement urbain de la commune de Somme-Suippe est constitué du réseau de villes et de bourgs suivant :

• REIMS	180 000 habitants à 45 km
• CHALONS-EN-CHAMPAGNE	50 000 habitants à 27 km
• SAINTE MENEHOULD	5 000 habitants à 37 km
• SUIPPES	3 000 habitants à 4 km



Vue aérienne du village et de ses abords



1.3 Le milieu physique

1.3.1 Le relief

Le relief général est faible et uniforme ; le regard s'étend au loin, aujourd'hui moins arrêté qu'il y a un siècle par des bois de pins. Toutefois, de grandes et douces ondulations ponctuées ça et là de restes d'anciens moulins, limitent les horizons.

L'altitude évolue entre 135 mètres dans la Vallée de la Suippe, à l'Ouest et culmine à 207 mètres à l'extrémité Nord-Est du territoire communal au niveau du Camp militaire.

1.3.2 La géologie et la pédologie

Les plaines crayeuses marnaises constituent une région très étendue couvrant plus des trois cinquièmes du département avec environ 51 500 hectares.

la remarquable unité de la contrée est à coup sûr le fait dominant, l'homogénéité de la craie, qui constitue le soubassement du sol influant d'une manière prépondérante sur les conditions physiques, sur le paysage aussi bien que sur les genres de vie et l'économie.

On peut distinguer de part et d'autre de la vallée de la Marne, un secteur méridional et un secteur septentrional dont fait partie la vallée de la Suippe.

En réalité, il s'agit d'un plateau ondulant, dans lequel des vallées encaissées, très évasées ont été creusées par des rivières telle que la Suippe.

Les sols de craie qui constituent l'ossature des plaines sont très perméables; la couche de terre arable est fort mince, d'une épaisseur souvent inférieure à 15 centimètres; elle repose sur un sous sol de craie carbonatée blanche très pure et homogène dans lequel les eaux pluviales s'infiltrant aisément.

La craie date du sénonien représentée par une formation dite "craie de Châlons" dont l'épaisseur est d'environ 200 mètres. Il s'agit d'une craie blanche très pure à l'impact monotone.

Très localement, la craie contient des petits niveaux phosphatés ou indures, des lits de silex, des passées marneuses ou des nodules de marcssites.

Ces perturbations sont sans influence notable sur l'environnement.

Un important réseau de fractures et de failles affecte ces craies.

L'épaisseur totale des formations crayeuses de la Champagne est d'au moins 500 mètres.

La craie est une roche d'une forte porosité (40 % de son volume est occupé par des vides). D'une faible dureté, elle est aussi très friable.

Il en résulte que la craie peut retenir une grande quantité d'eau et qu'elle est très fortement gélive. Ainsi constitue-t-elle une excellente réserve hydrique.

1.3.3 L'hydrographie

La Suippe qui prend sa source dans le village de Somme-Suippe est le seul cours d'eau de la commune. Elle se jette dans l'Aisne à Condé-sur-Suippe après un parcours de 65 kilomètres.



La Suippe proche de sa source

Elle coule vers le nord-ouest dans une vallée très évasée.

L'ensemble des eaux de surfaces du territoire communal est collecté par un réseau de petits vallons qui débouchent sur la Suippe.

Ces vallons qui demeurent secs en raison de la perméabilité de la craie se sont formés durant les périodes glaciaires de l'ère quaternaire. L'eau contenue dans les fissures et les pores de la craie, alors gelée, rendait la craie imperméable sur plusieurs mètres d'épaisseur.

Lors du dégel saisonnier, l'eau s'écoulait uniquement en surface et creusait le sol encore gelé

de petite vallée.

La pédomorphologie observée à Somme-Suippe est donc une morphologie fossile qui témoigne du fonctionnement hydrologique des périodes froides passées.

L'unité hydrographique de la Suippe et de son bassin s'inscrit dans un dispositif plus vaste caractérisé par un axe topographique culminant orienté nord-sud et parallèle à la cuesta des Monts de Champagne qui est située à quelques kilomètres plus à l'est.

Les eaux pluviales s'infiltrent facilement dans le sol crayeux. Elles imbibent progressivement les couches profondes et alimentent les nappes qui donnent naissance à des sources abondantes : "les sommes". Par la quantité d'eau qu'elle emmagasine, la craie remédie, comme le ferait un appareil régulateur, aux inégalités des précipitations. Elle absorbe, lors des saisons humides, de gros volumes d'eau. En période de sécheresse, en particulier au coeur de l'été, cette eau subit l'effet d'une lente remontée par capillarité et apporte une fraîcheur indispensable à la couche végétale.

1.3.4 Le climat

L'atlas climatique de la France situe la Champagne crayeuse dans la zone de climat océanique plus ou moins altéré.

Ce climat se caractérise par des écarts annuels de température plus prononcés qu'en climat océanique, surtout dus à l'abaissement des températures hivernales. Cette altération est due à l'éloignement de la mer et à l'apparition sporadique d'influences continentales.

Dans le détail, des différences climatiques existent au sein de la champagne crayeuse.

La bordure nord-est, dont fait partie Somme-Suippe, connaît un climat légèrement plus rude que le reste de la région, marqué par des précipitations annuelles moyennes plus importantes (de 700 à 750 mm) et une température moyenne plus faible.

Si les vents sont relativement faibles, ils sont plus fréquents et plus violents en hiver. Ils sont en général orientés sud-ouest / nord-est.

Comme la Champagne crayeuse est une région ouverte, les vents ne rencontrent, sur leur passage, que peu d'obstacles naturels. Les dégâts causés aux installations ou aux cultures peuvent être importants.

1.4 Les milieux naturels

1.4.1 Les zones agricoles

Les sols crayeux ont été mis en valeur dès les plus anciens âges agricoles. Ce sont des sols qui "pour être travaillés demanderaient le moins d'efforts, ceux encore qui, grâce à leur perméabilité étaient moins exposés que d'autres aux dangers de pertes de récoltes".

Légères, ces terres s'émiettent facilement. Elle n'opposent qu'une faible résistance à l'outil. Pulvérulentes et bien aérées, elles conservent en tout temps une structure poreuse indispensable aux échanges physico-chimiques qui entretiennent la vie de la couche végétale.

Ces espaces voués à l'agriculture intensive, ne comporte que de très rares îlots de végétation naturelle propices à la diversité floristique et faunistique.

L'apport d'engrais et l'épandage de produits phytosanitaires ont éliminés la plupart des plantes liées aux moissons et la régression de ces plantes est générale en Champagne crayeuse comme dans toutes les régions où se pratique l'agriculture intensive.

Certaines espèces sont liées par leur écologie à ces espaces de grande culture : Cochevis huppé, Alouette des champs, Buzard cendré, Perdrix, Lapin de garenne, Lièvre, Mulot gris, ... Le Léopard des souches occupe un groupement de pelouses à proximité de la bande boisée de "Mont Croté" et en bordure du Camp militaire.

La commune de Somme-Suippe a bénéficié d'un remembrement agricole en 1995. Ainsi, les chemins issus du remembrement sont propriété de l'association foncière qui doit nécessairement avoir donné un avis favorable à tout changement d'utilisation et que leur vente, partielle ou totale, outre le fait d'être acceptée par l'association foncière, doit avoir reçu l'approbation de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier.

1.4.2 Les boisements

Les espaces boisés sont des éléments du patrimoine naturel qui participent fortement aux équilibres physiques et biologiques des milieux. Ils constituent des zones de refuge pour la faune et la flore, contribuent à l'épuration de l'air et des sols, à la lutte contre l'érosion, à la diversité biologique et à la richesse des paysages.

Les boisements isolés en zone de culture se localisent sur quelques parcelles isolées de faible superficie :

- Dans la partie nord-est
- Dans le quart sud-est
- Le long de la Suippe

Les pins sylvestres et pins noirs ainsi que le merisier sont les espèces dominantes tandis que le cornouiller tend à dominer les strates arbustives en se propageant de façon très vigoureuse par drageonnement. Ces pinèdes d'origine humaine (plantées) ou spontanée constituent un milieu biologique remarquable. Elles possèdent une flore très riche rassemblant certains éléments du savart, diverses espèces végétales liées aux pins ainsi que d'autres issues des garennes feuillues.

Les bois humides, les zones humides le long du cours de la Suippe constituent des milieux très riches par la diversité des espèces observées, notamment quant à leur exigence de qualité hydrologique.

En se rapprochant de la Suippe le frêne laisse place à l'aulne qui est l'espèce prédominante au niveau des berges et des zones plus marécageuses.

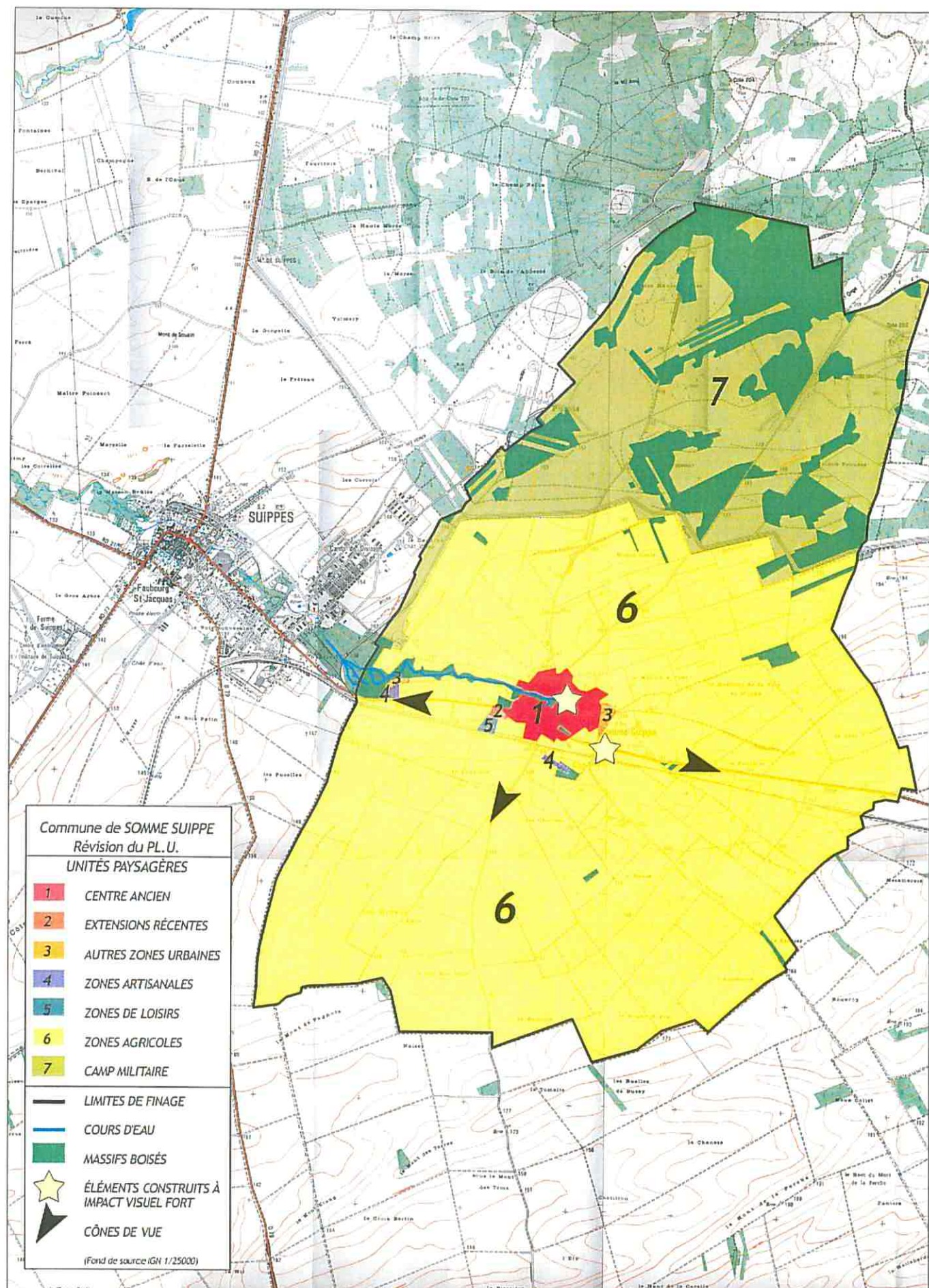
La rivière Suippe est un cours d'eau peu pollué et bien oxygéné dans sa partie amont. La faune aquatique y est bien représentée (Planaire blanche, Ancylle, Limnée, Trichoptères, Éphéméroptères, crustacés, vertébrés ...).

1.4.3 L'inventaire des ZNIEFF

Les zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) ont été révélées par l'inventaire national du patrimoine naturel de 1982.

Le territoire de Somme-Suippe abrite une ZNIEFF de type II n° 1121 dite "pelouse et bois du camp militaire de Suippes" qui figure sur la Carte régionale de la nature et des sites naturels. Cette ZNIEFF recèle un vaste écosystème typique de la Champagne crayeuse.

Les savarts, sortes de pelouses rases dominées par diverses graminées adaptées aux sols crayeux (Brome cendré, Brachypode penné, Fétuque ovine), occupaient autrefois une grande partie du finage de la Champagne crayeuse. Leur régression débute au XIX^{ème} siècle lorsqu'il fut décidé de les reboiser en pins noirs et pins sylvestres. Ils ne subsistent guère sur de grandes étendues que dans les camps militaires.



Le Camps de Suippes est le plus vaste de Champagne ; il comprend, sur 14 250 ha, de vastes savarts entrecoupés de broussailles calcicoles et de pinèdes variées. D'autres biotopes sont à noter : prairies, bois humides (en bordure de ruisseaux), zones érodées peuplées d'une végétation pionnière, petits éboulis crayeux ...

Plus d'une trentaine d'espèces végétales rares et caractéristiques de la Champagne crayeuse y ont été recensées. Certaines d'entre elles sont en voie de disparition suite aux multiples défrichements qu'a connue la région : le Rosier à petite fleurs, l'Epipactis rouge, le Bugrane, l'Anémone pulsatille, le Lin à feuilles ténues, l'Euphorbe de Seguiér, le Chlorette perfoliée, la Gentiane germanique, la Gentiane ciliée, l'Orchis pyramidale, la Pyrole verdâtre, ...

La faune recèle des richesses multiples. La vaste étendue du camp est favorable à certaines espèces de mammifères (Chat sauvage, Blaireau, Lièvre, Lapin de garenne, Hermine), oiseaux et reptiles (Lézard agile). De nombreux oiseaux caractéristiques de la Champagne crayeuse y trouvent un des derniers sites favorable à leur alimentation ou leur nidification (Autour des palombes, Outarde canepière, Hibou moyen-duc, Oedicnème criard, Huppe, Bruant zizi, Hypolais polyglotte, Engoulevent, ...). La variété des papillons y est aussi exceptionnelle, avec plus de 40 espèces (Flambé, Melité des centaurees, Agreste, Argus frêle, ...).

Le maintien en état de cette zone présente un intérêt biologique et scientifique majeur avec la conservation d'un patrimoine irremplaçable. Il présente aussi un intérêt cynégétique évident de par le gibier qu'elle renferme.

1.5 Le paysage

Les plaines crayeuses marnaises constituent un espace très étendue couvrant plus de 51 500 ha.

La remarquable unité de la contrée en est, à coup sûr, le fait dominant. L'homogénéité du sous-sol constitué de craie influe d'une manière prépondérante sur les conditions physiques et sur le paysage.

1.5.1 Les unités paysagères

La structure paysagère de Somme-Suippe se compose de trois unités distinctes :

- Un espace central qui correspond au village, à ces développements et au couloir vert de la Suippe. Cet espace est très fortement structuré et diversifié.



Vue du chemin rural n°2

- Un espace périphérique, la zone de culture marquée par son uniformité et une rareté de repères visuels.



Le village en fond de vallée de la Suippe

- Un espace marginal, le savart du camp militaire de Suippe, dont le caractère sauvage et varié marque assez peu la perception du paysage des alentours du village et des principales voies de communication en raison de sa situation excentrée.

Cette structure paysagère est très fortement impliquée dans la qualité et le mode de vie.

Elle l'est d'autant plus que la majorité de la population de Somme-Suippe n'est pas directement liée à l'activité agricole et qu'environ un tiers des actifs travaillent à l'extérieur de la commune.

Pour consolider le maintien sur place des familles, il serait souhaitable d'offrir un cadre de vie plus agréable, avec une qualité paysagère et des espaces naturels si recherchée en milieu rural.

Il serait donc judicieux de profiter des aménagements fonciers liés au remembrement pour recréer des franges boisées typiques afin d'apporter la diversité paysagère qui fait défaut à la zone de culture notamment.

Le relief général est faible et uniforme. Le regard s'étend au loin.

Le paysage est aujourd'hui moins barré qu'il y a un siècle par les bois pins.

La Champagne crayeuse, vaste espace traditionnellement ouvert et dépourvu de boisements, est de puis 30 ans, entièrement vouée à la culture intensive.

Deux voir trois remembrements successifs sont venus à bout des "paysages traditionnels". C'est le cas de la commune de Somme-Suippe où les zones boisées font défaut à l'exception notoire du camp militaire.

Le caractère le plus marquant du paysage actuel de Somme-Suippe est son uniformité. Seule la Suippe détermine un couloir verdoyant qui structure fortement les abords du village.

En revanche, le reste du territoire communal est un espace fortement dénudé que très peu de repères visuels ou d'éléments structurants, comme des arbres isolés, viennent ponctuer.

Quelques talus de chemins creux ou de versants enherbés ou embroussaillés contribuent également à structurer le paysage. Leur effet structurant est toutefois mineur.

Sur la partie nord du territoire communal, le camp militaire constitue une zone de savarts en partie boisés, dont le paysage est plus varié. Ce secteur reste cependant marginal et son accès est réservé aux militaires.

1.5.2 Les éléments remarquables et cônes de vue



L'Eglise du XIII^{ème} siècle marque le centre du village

L'Eglise est un élément de verticalité qui marque le paysage de Somme-Suippe. Le château d'eau situé en sortie est du village est un second repère paysager.

Deux cônes de vue remarquables sont situés au niveau de la RD 931 en entrée ouest du territoire et au niveau du ressaut à proximité du château d'eau.

Un troisième permet de découvrir le village et la vallée avec en fond le camp militaire et ses savarts sur un point haut de la route menant à Saint-Remy-sur-Bussy.

1.6 Le tourisme et les loisirs

Somme-Suippe n'est pas une commune à vocation touristique. De ce fait, elle comporte peu de structures particulières pour l'accueil d'éventuels visiteurs.

Il existe toutefois sur la commune des équipements de loisirs principalement destinés aux résidents. On peut noter la présence de la salle polyvalente du Foyer Rural, d'une salle de sport et d'un terrain de sport collectifs.

1.7 Le patrimoine historique

1.7.1 L'histoire

Somme-Suippe dont la fondation est certainement antérieure à l'ère chrétienne, ne figure dans aucun document historique avant le XI^{ème} siècle.

C'est sous le règne de Henri I^{er}, en 1053, qu'est mentionné pour la première fois le nom de Somme-Suippe dans une missive de l'Archevêque de Reims. Somme-Suippe y est appelé "Summa Soppia" (qui signifie la partie la plus élevée de la Suippe), nom latin donné par les romains lors de l'occupation de la Gaule, dérivé du mot grec "soppia" déesse de la Sagesse, à qui est vouée la source de la Suippe. En 1246, le nom ne varie que dans son orthographe par la suppression d'un "p". Plus tard le nom se franchise et devient "Soume Suippe" puis "Summa-Suippe". Au XIV^{ème} siècle l'orthographe varie de "Somma Sopia" à "Somma Suppia". Au XV^{ème} siècle, on écrit "Sumsuppe". Lorsque François I^{er} interdit l'usage du latin dans les actes officiels, on écrit "Sommesuippes" puis "Somme Suppe". Vers 1650 on l'appelle définitivement Somme-Suippe.

En 1579, sous Henri III lors des guerres de la Ligue, Somme-Suippe obtient la permission de s'entourer de remparts et de fossés pour se protéger. Les murs bâtis à la fin du XVI^{ème} siècle (1579-1580) s'étendaient sur 3 hectares 2 ares et 78 centiares et se sont déjà écroulés deux cents ans plus tard.

A la fin du XVII^{ème} siècle, des puits sont creusés et donnent une eau saine. Les habitants vivent de la culture du seigle, de l'avoine et du sainfoin. La Champagne "Pouilleuse" permet l'élevage de moutons et de la terre à briques alimente une briqueterie.

En 1759, une épidémie de choléra décime 45 habitants alors que le village compte seulement 24 baptêmes.

Lors de l'invasion des Impériaux et des Prussiens en Champagne en 1792, Somme-Suippe souffre beaucoup.

Durant la première guerre mondiale, bien que fortement maltraité par les bombardements périodiques, les cantonnements militaires permanents, Somme-Suippe demeure le seul village du front qui n'est pas détruit et conserve son église. L'orphelinat construit en 1850 sert alors d'hôpital.

L'école professionnelle agricole s'ouvre en 1960 et forme aux métiers de technicien ou mécanicien agricole. En 1964, c'est le foyer rural qui est inauguré.

1.7.2 Le patrimoine historique

Si l'église n'est pas classée monument historique, ses orgues le sont depuis juillet 1998. Elle témoigne de la longue histoire de Somme-Suippe. Elle est construite au XII^{ème} ou au XIII^{ème} siècle par les soins des abbesses d'avenay grâce aux revenus des terres et des redevances.

De vastes proportions, elle est composée de trois nefs de cinq travées, dont les voûtes sont détruites et remplacées par un plancher renaissance, un premier transept, un second plus étroit élevé de deux marches ainsi que le chœur.

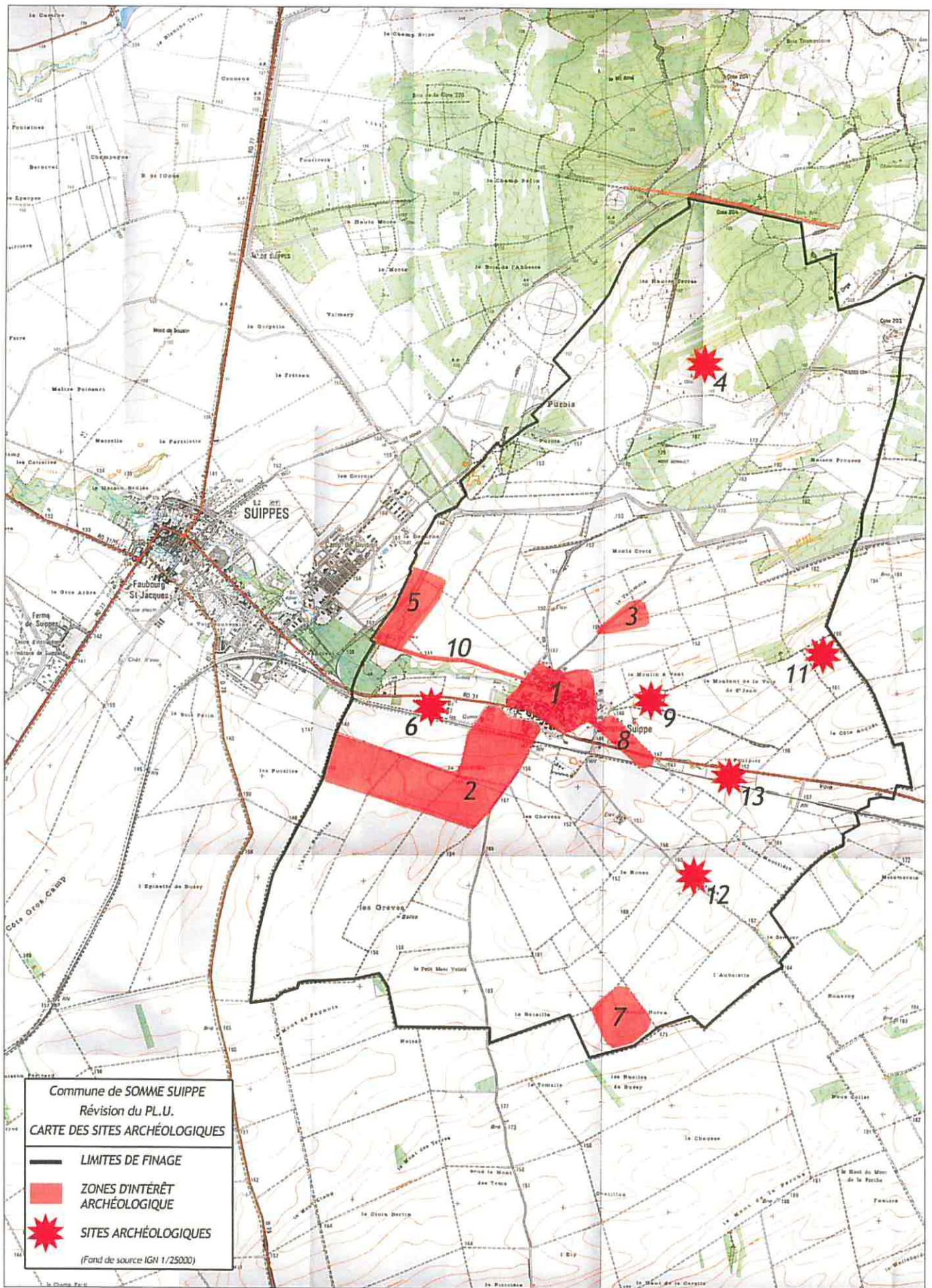
La grande nef est complètement remaniée au XVI^{ème} siècle ; les collatéraux ainsi que les transepts sont du XIV^{ème} siècle. Toutes les fenêtres (huit dans les bas-côtés et six dans la grande nef) sont flamboyantes, à trois baies trilobées et surmontées de quatre roses posées 1 et 3. Elles conservent quelques débris de verrières, entr'autres un écusson chargé d'une croix d'argent.

Le second transept forme d'abord un avant-choeur carré, flanqué de quatre énormes piliers auxquels sont attachées quatre colonnes aux deux premiers et une seule à ceux qui touchent le chœur, et reliés par de fortes arcades ogivales, de chaque côté une chapelle du XIV^{ème} siècle. Le chœur du XII^{ème} siècle, est percé de sept fenêtres presque en plein-cintre et séparées par des faisceaux de colonnes et soutenues elles-mêmes par de fines colonnettes.

Le grand portail, du XIV^{ème} siècle, est appliqué après-coup. Il fait saillie sur le mur et est accosté par deux contreforts et de deux fenêtres flamboyantes. C'est une porte carrée, encadrée par deux archivolttes ogivales ; un oculus et deux têtes sculptées sont au-dessus dans le mur primitif ; dans le tympan une vierge. Les portails du nord et du sud sont du XV^{ème} siècle. Des demi-fenêtres remplissent leurs tympan ; des enfants et des raisins serpentent le long des voutures.

Un cloché carré, percé de quatre ouvertures géminées avec roses, est placé au-dessus de la croisée. Une corniche l'entoure. Il est surmonté d'une flèche en ardoises, flanquée de quatre clochetons.

La marque de la Première Guerre Mondiale est imprimée à Somme Suippe qui accueille un lieu de



souvenir : la Nécropole Nationale au lieu-dit "le Mimbo".

1.7.3 Le patrimoine archéologique

La commune de Somme-Suippe recèle de nombreux vestiges archéologiques dont certains figurent sur la carte de localisation des sites actuellement répertoriés à la Cellule Carte Archéologique du Service Régional de l'Archéologie. il existe 13 sites connus et localisés au 29 novembre 2001 et 8 sites qui n'ont pu être reportés faute de renseignements suffisants. En outre il existe 2 zones archéologiques sensibles qui englobent une partie des sites recensés : la vallée de la Suippe et le centre ancien du village.

Les sites archéologiques localisés (*cf carte annexée*) sont les suivants :

- Epoque protohistorique :
 - site 11 (10943) : enclos circulaire - "la main Moyenne" - protohistorique,
 - site 7 (4757) : butte et cimetière inhumation - "le Grand Norva" - Age du fer,
 - site 2 (4752) : cimetière inhumation - "la Louvière" - Age du fer 2,
 - site 3 (4753) : cimetière inhumation - "le Tommois" - Age du fer 2,
 - site 4 (4754) : cimetière inhumation - "la Maison Prouée" - Age du fer 2,
 - site 8 (4758) : cimetière inhumation - "les Saussis" - Age du fer 2,
- Epoque gallo-romaine :
 - site 1 (4751) : mur - "Monbadel/Baudet" - Bas Empire,
 - site 5 (4755) : cimetière inhumation - "la Dagorne" - la Tène ancienne,
 - site 6 (4756) : camp - "la Voye de Suippe" - II^{ème} siècle,
- Epoque médiévale :
 - site 1 (4751) : mur, tranchée, motte castrale - "Monbadel/Baudet" - XV^{ème} siècle,
 - site 10 (4760) : rempart en terre - "le Village" - XV^{ème} siècle,
- Epoque moderne :
 - site 9 (4759) : moulin à vent - "le Moulin à Vent",
- Epoque indéterminée :
 - site 12 (17039) : excavation indéterminée - "les Crusis",
 - site 13 (17038) : fosse - "le Pourpier".

Cet inventaire ne représente que l'état actuel des connaissances du service de l'archéologie et ne saurait présager de découvertes futures sur d'autres secteurs de la commune.

1.8 Les caractéristiques du site urbain

Comme souvent en Champagne crayeuse l'habitat est regroupé. Le village est légèrement décalé vers le nord par rapport à l'axe de la RD 931. Initialement à l'écart de cette route, le village en croissant s'est étendu vers le sud. Des constructions se sont alors établies le long de la RD.



La forte imbrication des bâtiments d'exploitation agricole et de l'habitat

Le village s'inscrit dans une forme approximativement rectangulaire. Dans le détail, il dessine une forme de "U" qui enserme la Suippe à sa source. L'église est édifiée à proximité immédiate de la source. L'organisation du village permet donc de faire une association immédiate entre l'habitat et la Suippe. Cette configuration reflète bien l'importance historique des sources et cours d'eau, rares en Champagne crayeuse et donc précieux.



Au coeur du village, les aménagements autour de la Suippe

L'habitat de Somme-Suippe présente l'originalité d'utiliser une grande variété de matériaux.



Rue de la Victoire, une grande variété de bâti



Avenue du Général Leclerc

La craie est le principal matériau local. En dépit de son caractère autochtone, les murs en carreaux de craie ne représentent pas la majorité des constructions. Ceci est dû à l'ampleur des destructions passées.

Le carreau de terre est l'autre matériau local. Il s'observe sur quelques dépendances de fermes en remplissage d'une ossature en pans de bois.

La brique est le matériau dominant, utilisé depuis au moins le début du XIX^{ème} siècle. Trois variétés de briques sont présentes, de couleurs rouge noir et beige. Elles sont également associées pour former des murs à motifs géométriques réguliers qui égayent les constructions.



Une construction de caractère

La meulière (silification tertiaire) rentre dans la catégorie des matériaux importés (Montagne de Reims, Brie champenoise). Elle est utilisée pour constituer des soubassements de murs (protection contre l'humidité) ou pour la construction intégrale des murs de certaines maisons. Quelques murs en limite de propriété sont réalisés en meulière.



Bâti récent

Les calcaires sont souvent utilisés pour la réalisation des entourages de portes et fenêtres, plus rarement pour les murs. Il s'agit de calcaires grossiers (graveleux) d'un blanc très pur, qui peut se confondre avec la craie au premier coup d'oeil, et de calcaires coquillers de couleur beige. Ces calcaires sont employés, soit sciés (entourages, linteaux), soit taillés en moellons (mur). Ils sont vraisemblablement jurassiques et proviennent des gisements de la Champagne humide.



Rue de la Victoire, construction en briques

Les maisons sont généralement à un étage. L'étage est le plus souvent bas avec des petites fenêtres ou lucarnes. Il est parfois réalisé en pans de bois alors que le rez-de-chaussée est toujours en pierre ou en brique. La maison et les bâtiments agricoles sont disposés autour d'une cour, fermée sur trois ou quatre cotés.

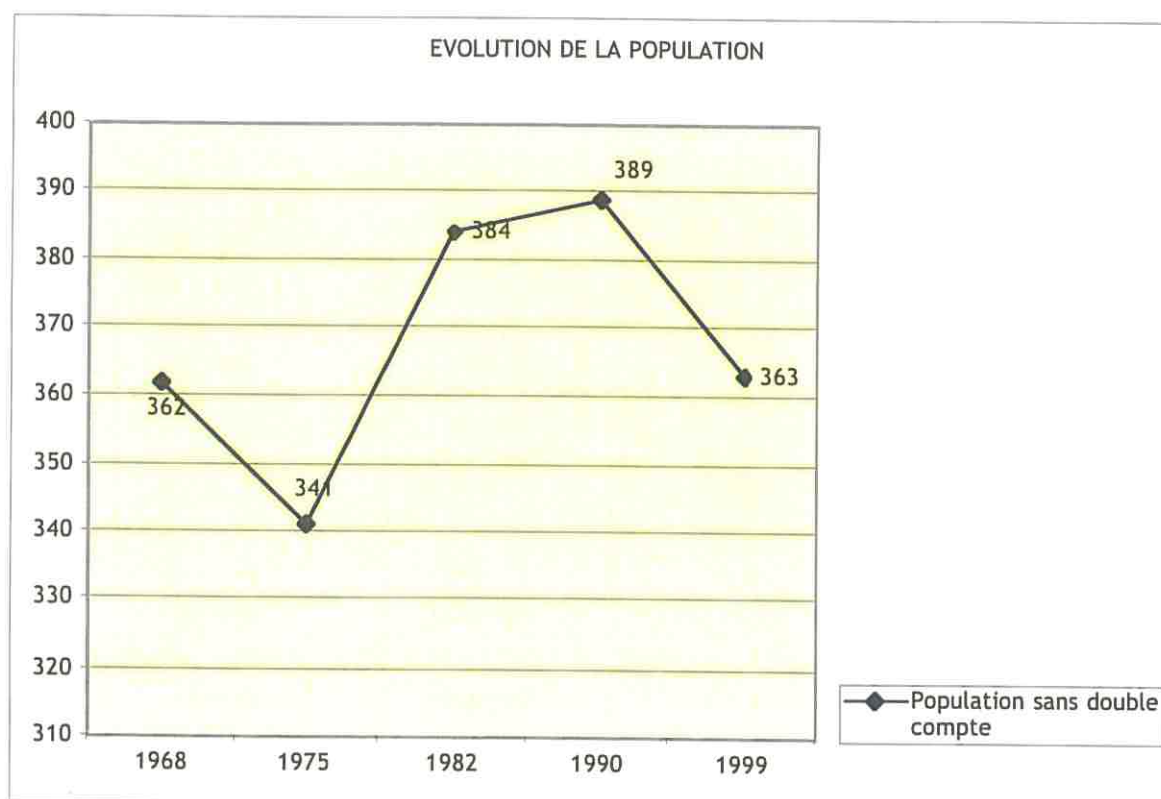
Comme il a été précisé, les toits sont à faible pente et couverts de tuiles. L'ardoise est rare et réservée à l'église et la mairie. L'église est édifiée pour l'essentiel en carreaux de craie. Le calcaire beige, plus résistant, est employé en complément. Le toit est pour partie en ardoise et pour partie couvert de tuiles.

Il est à noter que, dans le cadre de travaux de rénovation à l'intérieur de l'église, des murs montés en parpaings ont été réalisés. On regrettera l'emploi de ce matériau peu noble en dépit des contraintes budgétaires. Il serait bien venu de cacher les parpaings par un enduit.

2. LES DONNEES QUANTITATIVES

2.1 La démographie

2.1.1 L'évolution de la population



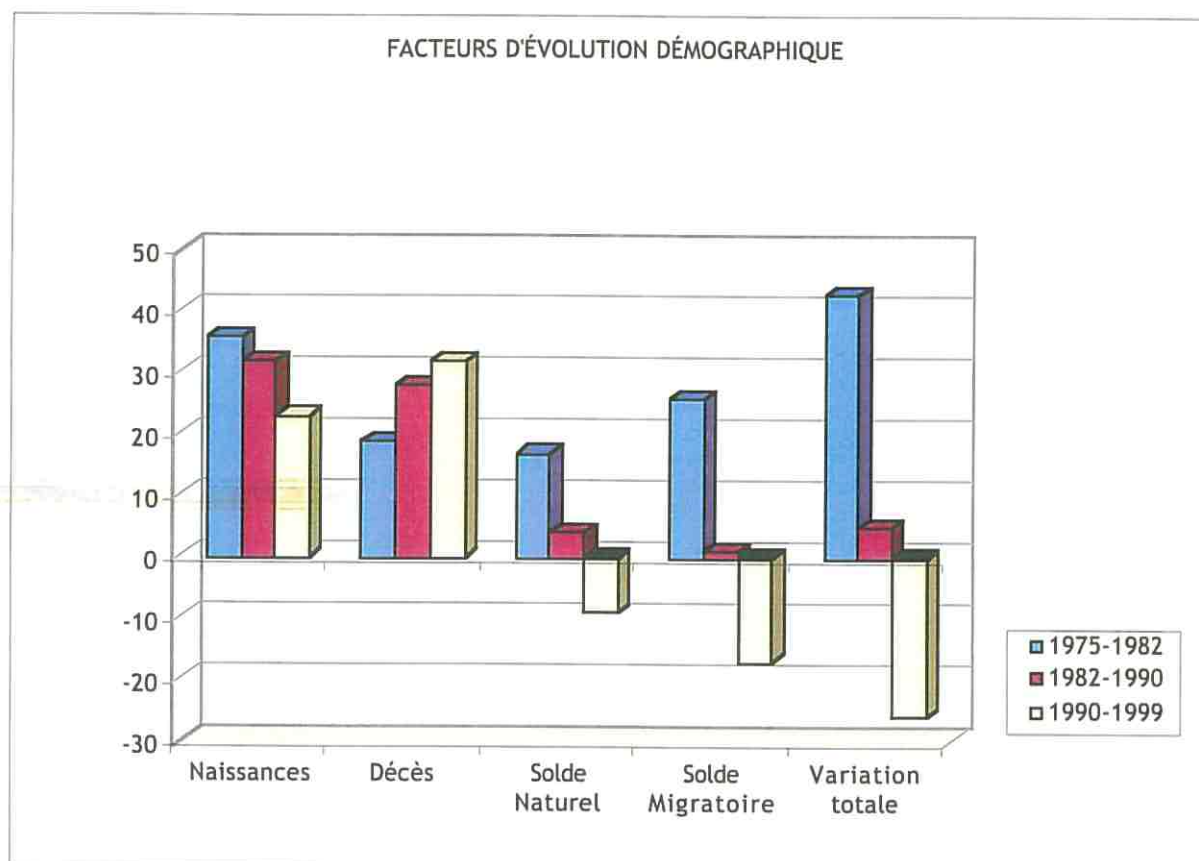
Les données du recensement général de la population (RGP) de 1999 montrent les fluctuations de la population de Somme-Suippe.

Avec une densité de 12 hab/ km² la commune de Somme-Suippe est en dessous des chiffres de l'arrondissement de Châlons-en-Champagne (56 hab/ km²).

Si la population de l'arrondissement est stable, celle du département est en hausse de 1,2 %. Celle de Somme-Suippe est en baisse de 9 %.

En hausse depuis 1975 et malgré un ralentissement après 1982, la population atteint aujourd'hui le chiffre de 1968. La commune a perdu 26 habitants depuis 1990.

2.1.2 Les facteurs d'évolution démographique



L'évolution démographique est liée à deux principaux facteurs : le mouvement naturel et le solde migratoire.

Le déficit naturel contribue à la baisse de la population.

Le solde naturel (la différence entre le nombre de naissances et de décès) est décroissant depuis 1975 et il devient négatif sur les dix dernières années. Ce phénomène est dû à un vieillissement de la population tandis que le nombre de naissances décroît constamment sur la même période.

Le solde migratoire ou solde apparent des entrées-sorties (le bilan des entrées et des sorties) suit l'évolution du solde naturel.

2.1.3 Structure de la population par age et par sexe

SOURCE R.G.P. 1999	1990			1999		
	HOMMES	FEMMES	%	HOMMES	FEMMES	%
0-19 ans	63	60	31,6	55	45	27,5
20-39 ans	54	39	23,9	41	32	20,1
40-59 ans	48	44	23,7	51	45	26,4
60-74 ans	20	24	11,3	34	29	17,4
75 ou plu s	15	22	9,5	12	19	8,5
Total	200	198	100,00	193	170	100,00

L'évolution démographique s'est accompagnée d'un léger changement dans la structure par sexe de la population : la parité hommes-femmes est aujourd'hui rompue au profit d'un plus grand nombre d'hommes.

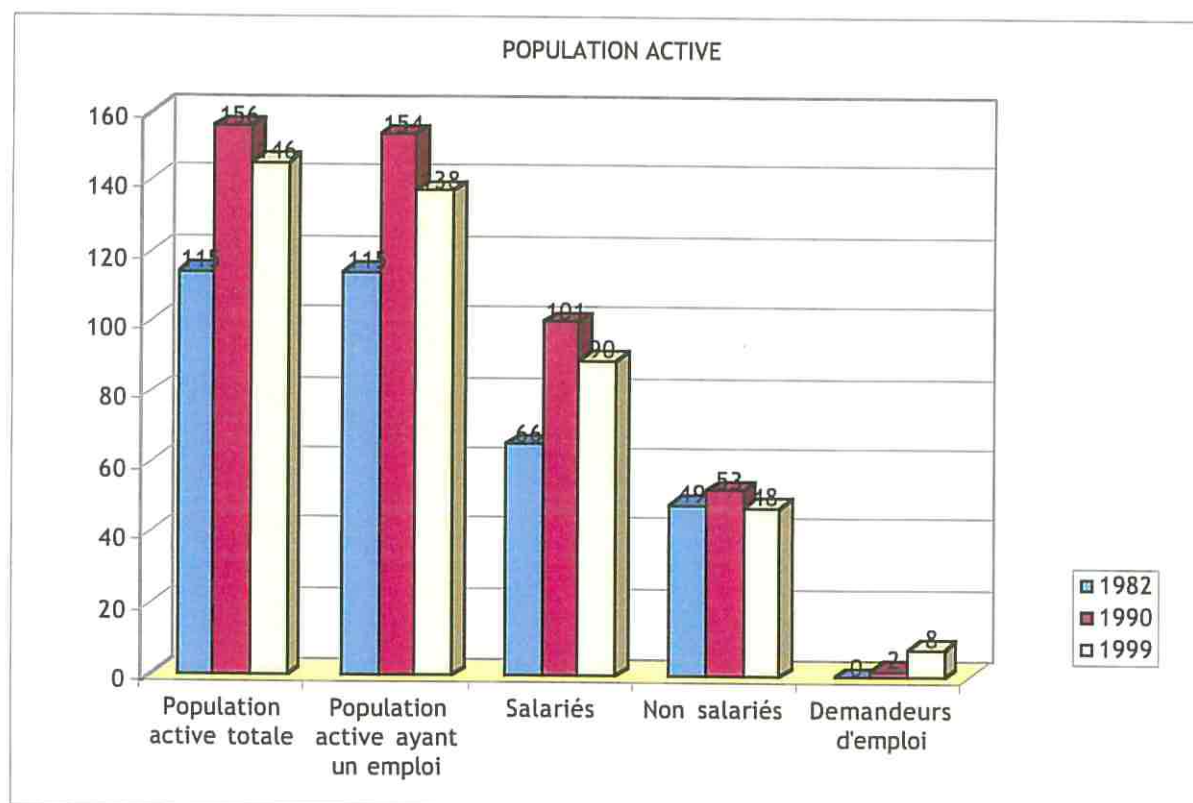
La structure par tranches d'âge de la population révèle le vieillissement progressif de la population lisible notamment pour les 30-74 ans (+ 5,9 %) tandis que le nombre des 0-19 ans à diminué de 4,1 %.

Si Somme-Suippe subit ainsi un vieillissement de sa population du fait d'un taux de natalité faible qui ne permet pas son renouvellement, le nombre des moins de 19 ans permet de relativiser cette tendance.

2.2 La population et les activités économiques

2.2.1 La population active

La définition de la population active a changé entre 1982 et 1990 : les militaires du contingent sont compris dans la population active de 1990 pas pas en 1982. Les calculs de l'évolution inter-censitaire ne sont donc possibles que pour certaines catégories d'âge et de sexe.

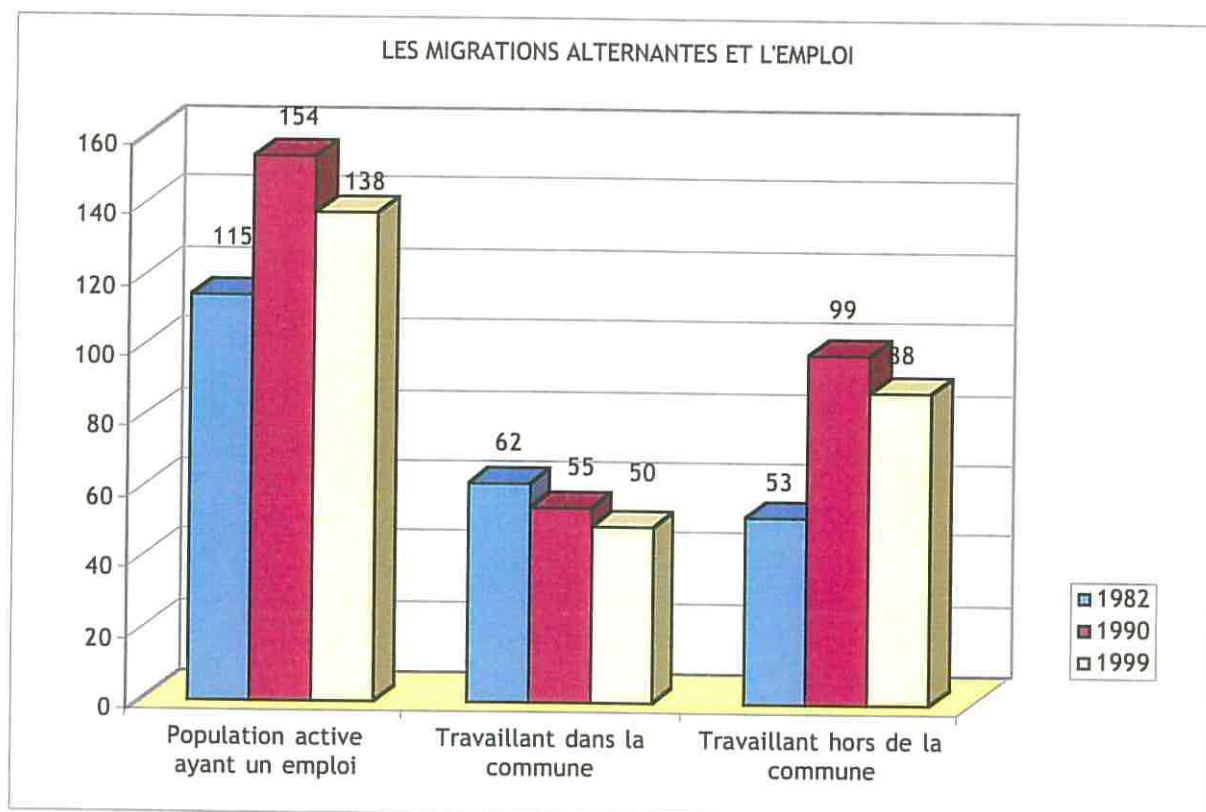


Parmi les 363 habitants de la commune, 146 personnes sont actives. Le taux d'activité est de 40,2 % et il demeure sous les moyennes départementales et nationales.

Sur la période de référence 1990-1999, les chiffres de la population active sont en régression. La commune perd 10 actifs et son taux de chômage atteint 5,5 % (6 chômeurs supplémentaires) de la population active alors qu'il n'était que de 1,3 % en 1990.

Ce taux de chômage reste inférieur à la moyenne départementale qui est à 12 %.

2.2.2 Les migrations alternantes et l'emploi

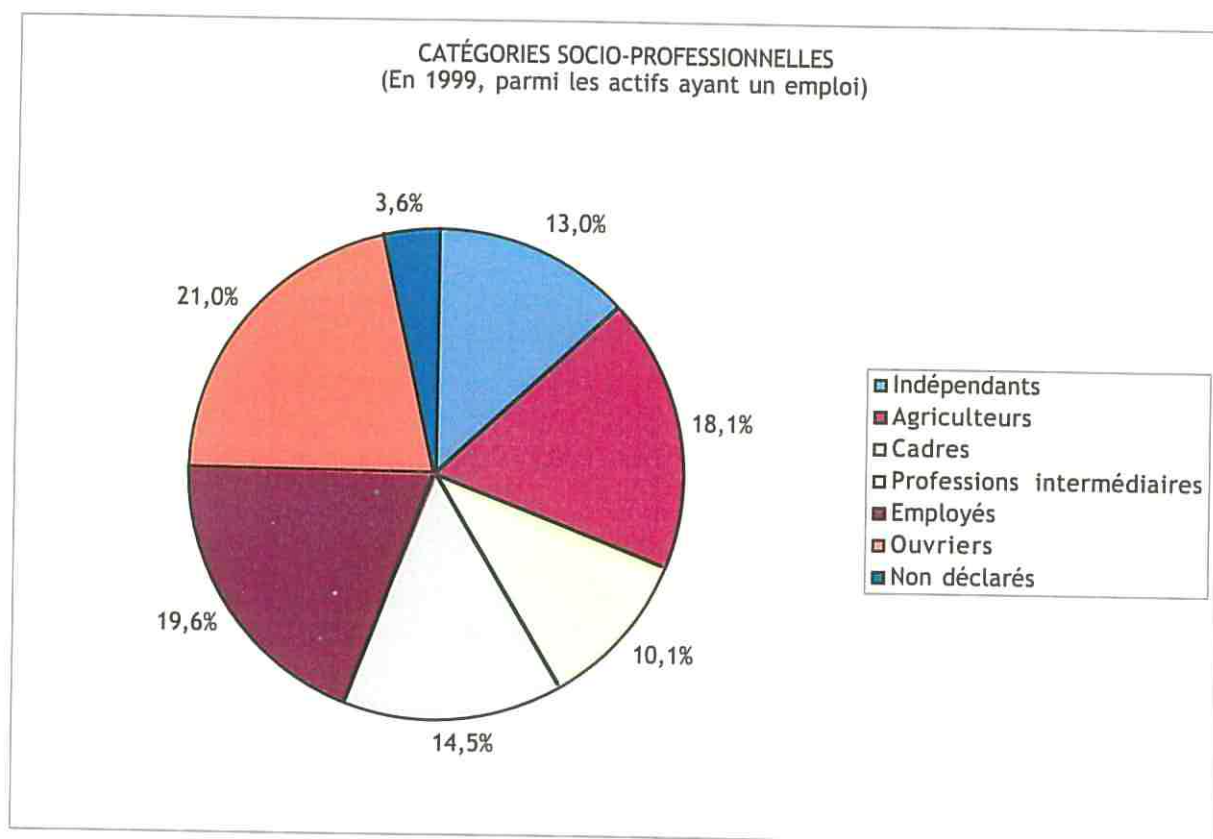


Le nombre d'emplois travaillants sur la commune est en baisse modérée et constante.

Le nombre des actifs qui ont leur emploi hors de la commune est lui aussi en baisse depuis 1990 alors qu'il a sensiblement augmenté sur la période de 1982 à 1990.

La baisse de la population active reflète bien le vieillissement de la population qui enduit le passage au statut de retraité des tranches d'âge concernées.

2.2.3 Les catégories socio-professionnelles



Parmi la population active qui a un emploi, 48 exercent une profession à leur compte ou aide leur conjoint. Les 90 autres sont des salariés qui vont, en grande majorité, travailler en dehors de la commune.

La répartition des catégories socio-professionnelles est très homogène et met en lumière l'importante mixité sociale à Somme-Suippe.

La profession liée à l'agriculture (agriculteurs, non déclarés et une partie des ouvriers) représente encore près d'un tiers de la population active ayant un emploi.

2.2.4 Les activités

Différentes entreprises artisanales et commerces ont leur siège social à Somme-Suippe :
Une station service qui fait aussi café et dépôt de gaz, un garage de mécanique générale, une entreprise de maçonnerie, une entreprise de fabrique de caisses, un apiculteur.

Les autres services commerciaux et les prestations sont proposées par la commune de Suippes et celle de Châlons-en-Champagne.

L'activité agricole est largement représentée à Somme-Suippe.



Bâtiments d'exploitation agricole

Les chiffres du RGA 2000 indiquent que la commune accueille 30 exploitations parmi lesquelles 25 sont des exploitations professionnelles. La SAU des exploitations est de 2549 ha. Elle se compose de 2548 ha de terres labourables. Le cheptel bovin est de 182 têtes. La commune a perdu 4 exploitations depuis 1988.

9 exploitations disposent d'une surface d'exploitation supérieure ou égale à 100 ha parmi laquelle la plus importante représente 130 ha.

La plus petite superficie exploitée est de 40 ha.

Les status d'exploitations sont diversifiés :

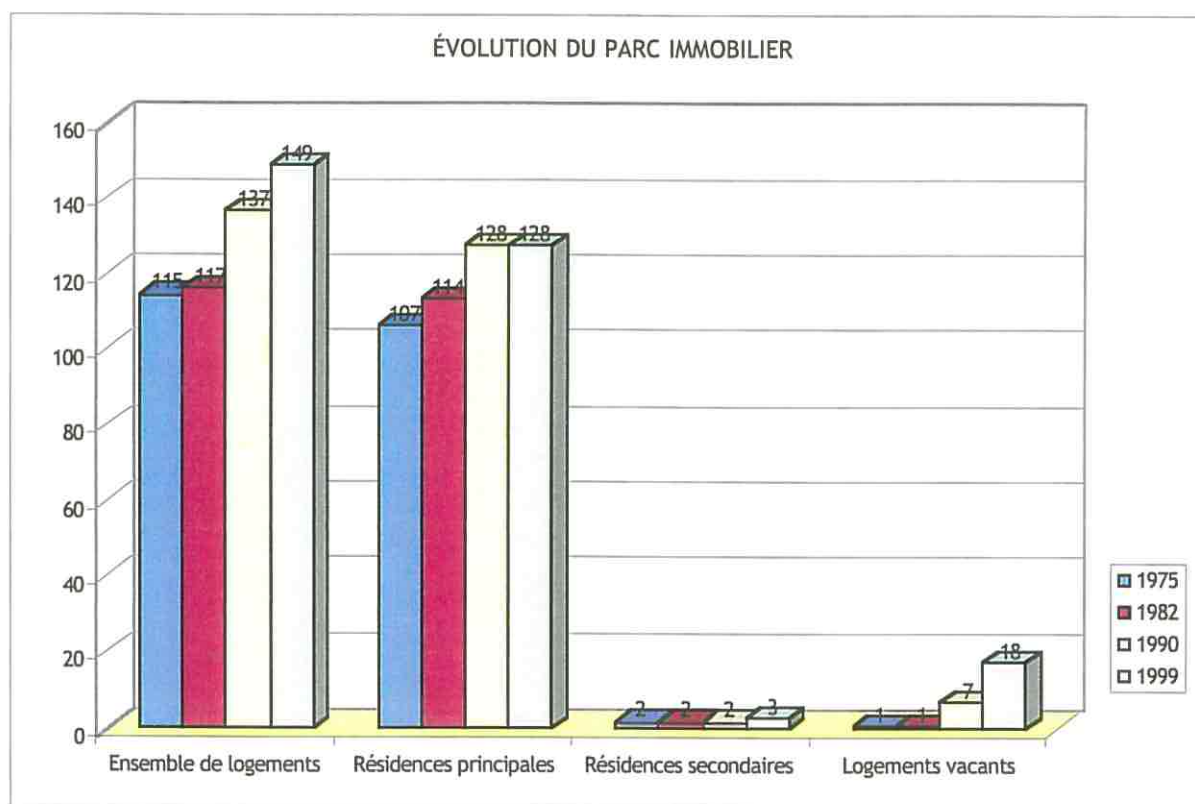
- 8 sont des structures individuels,
- 14 sont des EARL,
- 3 sont des GAEC.

Les principales cultures sont le blé, le maïs, le colza, la luzerne, la betterave sucrière, ...

Certaines exploitations ont aussi diversifié leur production avec de l'élevage industriel de porcs, de volailles ou de bovins.

2.3 Le logement

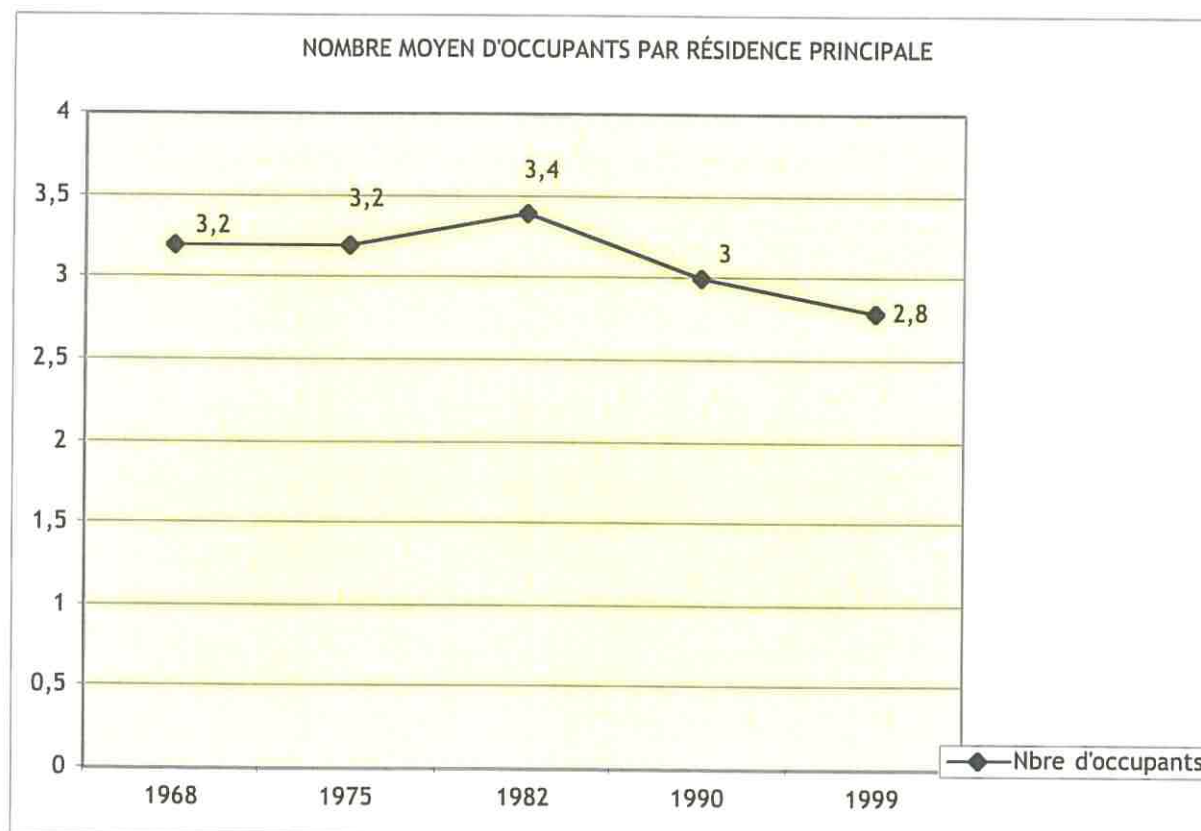
2.3.1 Evolution du parc



Le parc de la commune de Somme-Suippe se compose de 149 logements, soit une moyenne de 2,5 personnes par logement. Le taux d'occupation est donc en recul (2,8 personnes par logement en 1990).

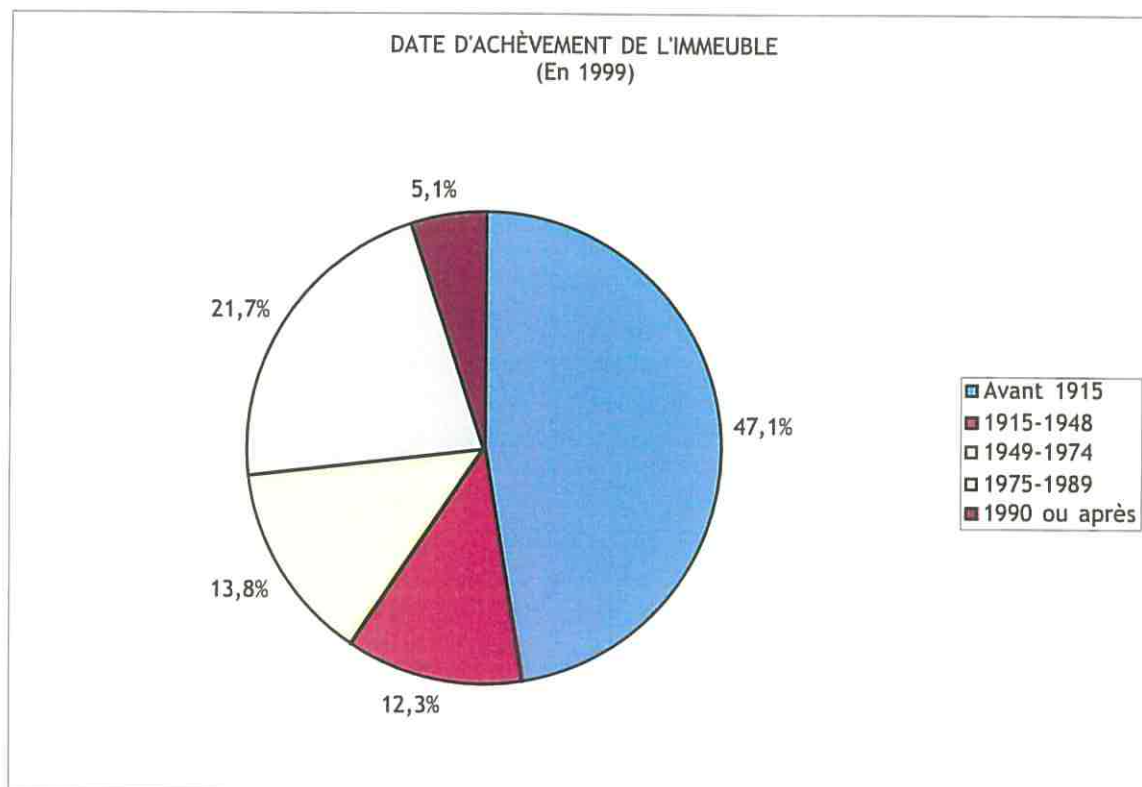
Si le nombre de résidences secondaires reste stable dans le temps, le nombre de logements vacants est en augmentation depuis 1982. Cette hausse s'accroît sur la période 1990-1999 au détriment du nombre des résidences principales qui accuse une légère régression sur la même période.

Cependant, l'O.P.A.H. signée par la commune en 1996 avec le S.I.V.O.M. du Pays d'Argonne a permis de résorber le parc de logements vacants. La commune a permis à un bailleur social de créer deux logements locatifs dont un social. Deux logements ont été réhabilités et ouverts à la location en 2000. Parallèlement, des réhabilitations et rénovations ont lieu dans le parc immobilier privé.



La baisse du nombre moyen d'occupants par résidences principales suit l'évolution nationale du nombre de personnes par famille.

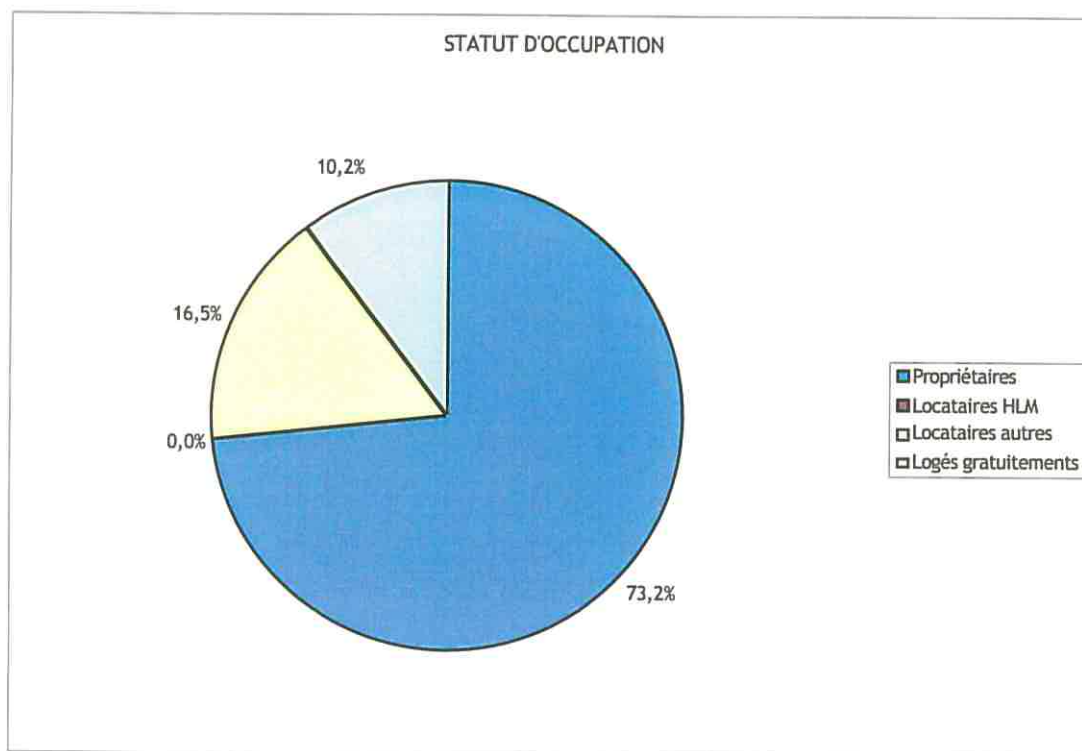
2.3.2 Ancienneté du parc



La moitié du parc immobilier de Somme-Suippe a été édifié avant 1915. Les bâtiments concernés ont du faire l'objet de rénovations pour être occupés ou ne le sont plus aujourd'hui.

Le rythme de construction est faible jusqu'en 1975 ; date à laquelle des constructions groupées de type pavillonnaire apparaissent. Toutefois depuis 1990, les constructions neuves sont sporadiques.

2.3.3 Types de logements



Les logements en propriété représentent une grande majorité du parc immobilier de Somme-Suippe.

Le logement locatif est de type individuel dans la mesure où les immeubles collectifs sont inexistant.

2.3.4 Confort des logements

ELEMENTS DE CONFORT	TOTAL RESIDENCES PRINCIPALES
<i>Chauffage central collectif</i>	0 %
<i>Chauffage central individuel</i>	63 %
<i>Chauffage électrique</i>	20,47 %
<i>Autres moyens de chauffage</i>	16,53 %
<i>Ni baignoire, ni douche, WC ext.</i>	0,33 %
<i>Ni baignoire ni douche, WC int.</i>	0 %
<i>Baignoire ou douche, WC ext.</i>	0,015%
<i>Baignoire ou douche, WC int.</i>	99,65%

Hormis quelques exceptions, l'ensemble des logements bénéficie des éléments de confort essentiels. Nonobstant l'ancienneté du parc immobilier, ces constatations permettent d'affirmer que les logements les plus anciens ont été rénovés.

2.4 Les équipements et les réseaux

2.4.1 Les équipements communaux

La scolarité des enfants de Somme-Suippe est organisée comme suit :

Pour l'année scolaire 2000-2001, 12 enfants sont scolarisés en maternelle, 19 en primaire et 12 en collège.

Le regroupement scolaire de Saint-Remy-sur-Bussy permet la scolarisation des enfants de Somme-Suippe. Une cantine est mise à leur disposition et un ramassage scolaire est géré par la Communauté de Communes de la Région de Suippes.

En ce qui concerne l'enseignement du premier cycle du second degré, les communes du regroupement pédagogique sont rattachées au secteur de Suippes où les élèves fréquentent, en principe, le Collège Pasteur. Un service de transport scolaire est mis à leur disposition.

Les élèves de second cycle du second degré joignent les établissements de Châlons-en-Champagne qui propose trois lycées (général, technique et tertiaire), un C.E.T. et les établissements d'enseignement privés.

Une école professionnelle agricole d'environ 370 élèves est installée à Somme-Suippe. Elle dispose d'une capacité d'accueil de 300 élèves internes. Un centre d'adultes d'environ 50 personnes fonctionne également toute l'année.



Le Lycée Professionnel

La commune dispose des équipements sportifs et culturels suivants :

- une salle des fêtes avec foyer rural,
- un club du troisième âge avec l'Association Familiale,
- une association sportive bénéficiant d'une salle de sport et d'un terrain de tennis extérieur,
- une société de pêche.



Le Foyer Rural



Le complexe sportif

Quelques commerçants sont installés dans la commune :

- un café
- un garagiste-maréchal ferrant
- un dépôt de gaz domestique

D'autres services sont offerts par des commerçants ambulants :

- un boulanger-pâtissier
- un boucher
- un crémier- produits laitiers
- un épicier
- un livreur de produits surgelés

Somme-Suippe est aussi dotée de services sociaux de proximité :

- l'aide à domicile pour les personnes à mobilité réduite
- la livraison à domicile de repas pour les personnes à mobilité réduite

2.4.2 Les réseaux

Dès 1932, la commune de Somme-Suippe est alimentée en eau potable par captage. La station de pompage est située sur le territoire communale au lieu-dit "Au-Dessus des Saussis". Ce captage d'eau potable fait l'objet d'une DPU en date du 30 juillet 1986.

Le forage d'une profondeur de 50 m puise l'eau dans la nappe de la craie à micraster senonionienne. Son débit moyen journalier est de 161 m³.

Par ailleurs quatre forages militaires, dénommés "Champ captant" font l'objet d'un rapport hydrogéologique en cours d'élaboration.

La commune est équipée d'un réseau de collecte des eaux usées et des eaux pluviales. La gestion en est assurée par la Communauté de Commune de la Région de Suippe. 90 % des logements sont raccordés au réseau collectif de collecte des eaux usées.

La gestion des réseaux est concédée à la Compagnie Générale des eaux.

Les renseignements détaillés sont développés dans la pièce "Annexes sanitaires".

2^{ème} PARTIE : CONTRAINTES PARTICULIERES

1. LES CONTRAINTES PARTICULIERES

1.1 Les contraintes naturelles

1.1.1 Effondrement de terrain

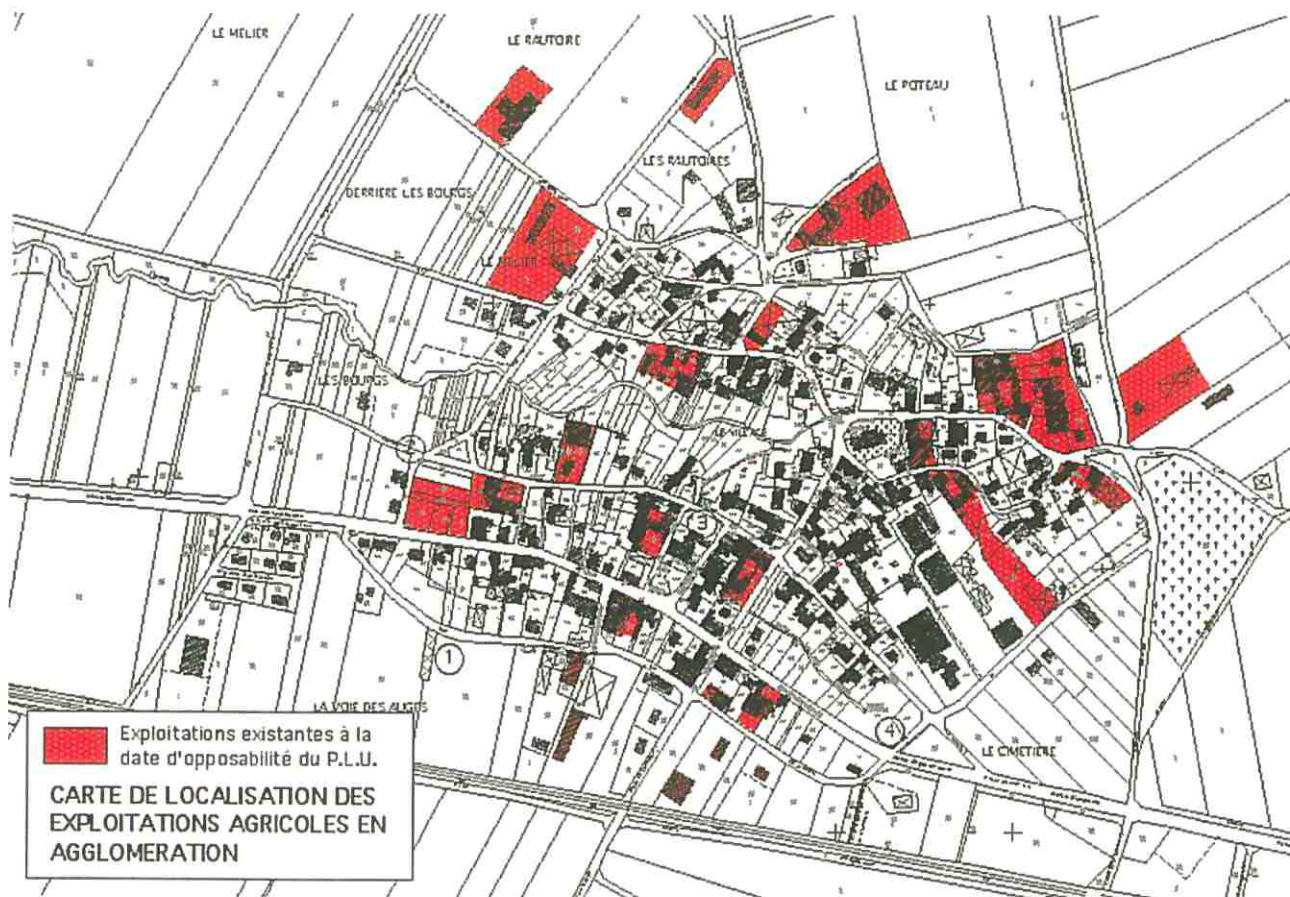
Certaines parties du territoire de Somme-Suippe sont soumises à des aléas de risque moyen d'effondrement de terrain, mis en évidence par une étude réalisée par le Bureau de Recherche Géologique et Minière (B.R.G.M.) en 1990.

1.2 Les contraintes technologiques

1.2.1 Les installations classées pour la protection de l'environnement

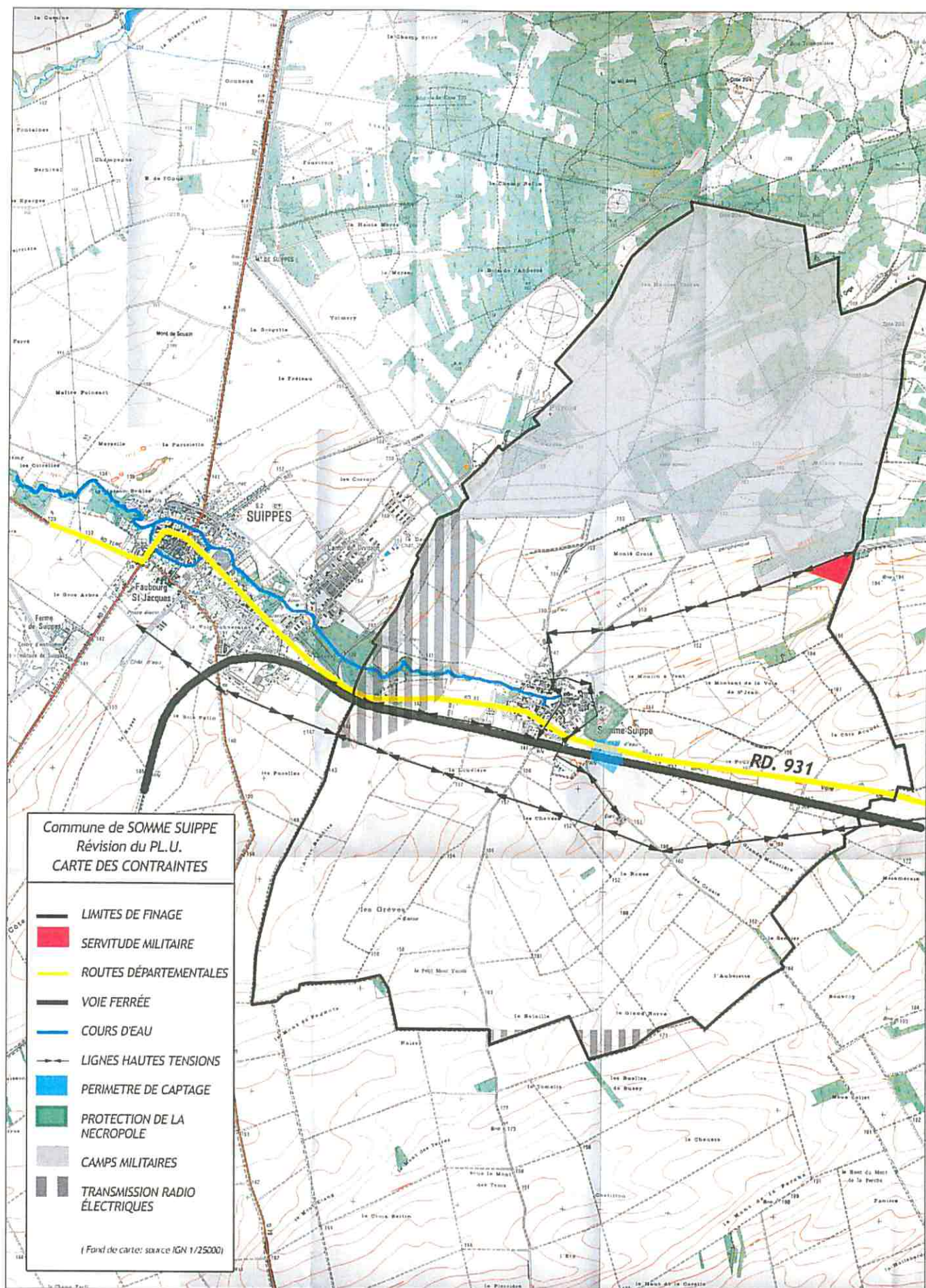
En application du titre VIII du règlement sanitaire départemental et de la législation sur les installations classées (arrêté du 29 février 1992), les bâtiments d'élevage doivent être distants de 100 m minimum des maisons d'habitations occupées par des tiers. L'article 105 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole crée une servitude *non aedificandi* d'importance équivalente.

Un élément de cartographie, page suivante, présente la localisation des exploitations agricoles intégrées dans le village.



A titre purement informatif, la cartographie précédente illustre la forte imbrication des exploitations agricoles dans la zone urbaine de Somme-Suippe.

L'objectif est d'attirer l'attention du lecteur sur les contraintes existant déjà dans le village.



3^{ème} PARTIE: OBJECTIFS DE LA REVISION

1. RAPPEL DES MOTIVATIONS AYANT PRECEDEES LA REVISION DU P.L.U

1.1 Les objectifs urbanistiques

Les objectifs de cette révision consistent se déclinent selon les points suivants qui constituent l la trama du projet d'aménagement et de développement durable de la commune :

- Un toilettage du zonage et du règlement,
- Le soutien du développement démographique,
- La préservation des caractéristiques urbaines et architecturales du tissu urbain existants,
- Le renouvellement de l'habitat en coeur de village,
- Le développement de l'urbanisation (zones AU) de la commune,
- Le traitement des entrées de village pour les zones d'extension future AU,
- Le rééquilibrage de l'urbanisation,
- Le maintien de l'activité artisanale et industrielle,
- Le maintien de la vocation agricole de la commune,
- la mise en valeur et la gestion des équipements communaux,
- La protection des paysages et des espaces naturels remarquables,
- La protections des boisement relictuels sur le territoire de la commune,
- La prise en compte de l'emprise du camps militaire de Suippes,

1.1.1 Les zones urbaines

Les objectifs d'aménagement retenus sont les suivants :

- maintenir le caractère du bâti dans le centre ancien,
- permettre le développement harmonieux du bâti en périphérie dans des secteurs bien situés

et bien desservis,

- veiller à la qualité de composition et de répartition des secteurs d'extension afin de limiter l'étalement urbain mal maîtrisé.

Les règles d'urbanisme sont formées par l'ensemble des prescriptions relatives à l'affectation des sols, à la desserte par les réseaux, à la forme et à la surface des parcelles, à l'implantation, à l'emprise au sol, à l'aspect extérieur des constructions, au stationnement et aux espaces verts.

1.1.2 Les zones naturelles

La satisfaction des besoins en matière d'urbanisation doit tenir compte de la vocation agricole très marquée de la commune. Elle ne doit pas compromettre, ni la valeur de ses terres, ni l'équilibre du milieu naturel.

La recherche d'un équilibre entre ces différents impératifs se traduit par :

- la préservation des espaces naturels sensibles tels que la ZNIEFF,
- la protection des espaces de culture par le classement approprié,
- le classement en espaces boisés classés, des espaces naturels de qualité qu'il faut préserver.

2. CONCRETISATION DES OBJECTIFS DE LA REVISION DU P.L.U

2.1 Evolution du zonage

Au niveau du zonage et du règlement, l'évolution de la législation (mise en application de la loi SRU) nécessite une mise à jour de l'ensemble des documents constitutifs du dossier. Elle se traduit par une nouvelle dénomination des zones et des secteurs et un recalage des limites.

ANCIENNES ZONES UD, UI

La zone UD est rebaptisée zone UH. Ses limites ont été recalées pour tenir compte de terrains desservis par les réseaux et susceptibles d'être bâtis immédiatement. C'est le cas de terrains situés le long de la Route de Perthes au lieu-dit "le Rautoire".

La zone UI située près de "la cressonnière" est maintenue et son assiette n'est pas modifiée. Une nouvelle zone UI est créée au niveau de "la Voie Lénard" pour tenir compte des activités artisanales existantes.



La zone artisanale le long de la RD 931

ANCIENNES ZONES NA

Les zones NA sont renommées zone AU par application de la loi SRU. La zone NA située à "la Voie des Auges" est maintenue et sa superficie n'a pas été modifiée. La zone NA située en entrée de ville Ouest, de part et d'autre de la RD 931, a été maintenue et sa superficie n'a pas été

étendue. La zone NA située au lieu-dit "le Cimetière", en entrée de ville Est, le long de la RD 931, a été maintenue et prolongée de l'autre côté de la route départementale.

Une nouvelle zone AU a été créée au lieu-dit "Derrière les Bourgs" et une autre le long du "Fossé des Goulots".



La zone AU au lieu-dit "la Voie des Auges"

ANCIENNES ZONES NC.

Les zones NC de l'ancien P.O.S sont renommées zones A (loi S.R.U.). De part le caractère exclusif de la zone agricole, à savoir que cette zone est désormais uniquement destinée à de l'agriculture et ses activités dérivées (agro-tourisme par exemple), les limites de cette zone ont été revues en conséquence.

Ainsi le secteur d'interdiction des élevages sur lisier, autour des zones habitées est maintenu et devient un secteur A.a.

Un secteur A.e a été créé pour tenir compte du périmètre éloigné de protection du captage d'eau potable de Somme-Suippe.

ANCIENNES ZONES ND.

La zone ND est renommée zone N (loi S.R.U.). Les limites de cette zone ne sont pas modifiées. Un secteur N.c est créé pour tenir compte du périmètre rapproché de protection du captage d'eau potable de Somme-Suippe.

Un secteur N.h est créé pour tenir compte des constructions existant à l'écart du village au lieu-dit "la Cressonnière".

Un secteur N.j a été créé pour assurer la protection des jardins au lieu-dit "la Cressonnière".



Le secteur de "la Cressonnière" classé en secteur N.h.

LE CAMP MILITAIRE

Les terrains du camp militaire sont aujourd'hui intégrés au P.L.U. comme l'exige la loi S.R.U. Ils sont classés en zone UM en concertation avec les autorités compétentes de la Défense Nationale.

2.2 Les emplacements réservés

L'emplacement réservé suivants n° 1, destiné à la création d'une voie pour desservir la zone AU de "la Voie des Auges" a été maintenu.

Création d'emplacements réservés:

- un emplacement réservé n° 2 en vue de l'aménagement du carrefour de la rue de Suippes et de la rue du Pont Roy.
- un emplacement réservé n° 3 en vue de l'aménagement du carrefour de la rue Basse et des rues des Artisans et des Maillets.
- un emplacement réservé n° 4 en vue de l'aménagement du carrefour de la rue du Levant et de la RD 931.
- un emplacement réservé n° 5 de part et d'autre de l'emprise de la RD 931 afin d'assurer l'aménagement du carrefour de la rue du Cimetière et de la RD 931.

2.3 Les espaces boisés classés

Les espaces boisés classés prévus dans l'ancien P.O.S. sont conservés.

Toutefois, le remembrement réalisé en 1994 a eu pour conséquence de changer la localisation des boisements subsistant sur le territoire communal.

3. PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES CONTRAINTES

La planification urbaine traduite dans ce document d'urbanisme traduite dans ce document d'urbanisme s'est attachée, d'une part à prendre en compte les particularismes locaux, d'autre part à maîtriser l'expansion urbaine dans un souci d'équilibre, afin qu'elle ne provoque pas une atteinte irréversible à l'environnement et ne soit pas contraire à l'intérêt général.

L'exposé ci-après récapitule les principales dispositions retenues à cet effet:

DELIMITATION DES ZONES CONSTRUCTIBLES

La localisation des zones d'extension futures a été choisie en périphérie immédiate du tissu urbain actuel. Cette extension n'est toutefois possible qu'à l'ouest et à l'est de la l'urbanisation existante ainsi que le long de la voie de chemin de fer qui barre le territoire. L'existence de la Nécropole nationale et du captage d'eau potable à proximité immédiate du village ne permet qu'une extension mesurée dans ce secteur.

Par ailleurs, l'extension en entrée ouest et dans le prolongement immédiat de la zone urbanisée est limitée par la zone naturelle et les espaces boisés qui assurent la protection de la vallée de la Suippe.

La définition des zones constructibles résulte donc de la prise en compte des contraintes suivantes:

- la protection de la zone naturelle de la source et de la vallée de la Suippe.
- les zones d'urbanisation, dans leur localisation contribuent à développer le bourg de manière cohérente et durable.

PRESERVATION DES MILIEUX NATURELS

Les milieux particulièrement sensibles tels que les espaces boisés, la zone inondable, la zone alluviale ont été intégrés en zone de "protection" dite zone naturelle N.

Les boisements naturels ou reconstitués parsemés au milieu des terres agricoles font l'objet d'une protection au titre des espaces boisés classés.

La ZNIEFF fait l'objet d'un zonage particulier UM car elle correspond au Camp militaire de Suippes, site géré par la Défense Nationale. L'arrêté ministériel du 8 août 1978 pris pour l'application de l'article R. 422-1, al.2 du code de l'urbanisme concernant les grands camps à l'intérieur desquels les constructions et installations sont exemptées du permis de construire s'applique dans le camp de Suippes.

BRUIT

Aucune prescription en matière de protection contre le bruit des infrastructures terrestres ne s'applique sur le territoire de Somme-Suippe.

En revanche, pour prévenir les nuisances engendrées par le bruit des ventilateurs nécessaires à l'activité de stockage, un secteur de protection UH.a a été prévu Route de Perthes. Dans ce secteur, les constructions futures seront soumises à des normes d'isolation phonique.

RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

L'article L.121.10 du code de l'urbanisme préconise un équilibre entre le souci de prévoir suffisamment d'espaces réservés à l'urbanisation (habitats, services et activités) et celui de préserver les espaces naturels destinés aux activités agricoles, mais aussi les espaces forestiers, les sites et les paysages en application du décret n° 86-192 du 5 février 1986 en enfin celui de préserver les risques naturels et technologiques.

EFFONDREMENT DE TERRAIN

Certaines parties du territoire communal sont soumise à des aléas de risque moyen d'effondrement de terrain, mis en évidence par une étude réalisée par le Bureau de Recherche Géologiques et Minières (B.R.G.M.) en 1990. Cependant aucun document ne permet de localiser les zones les plus exposées.

RISQUES TECHNOLOGIQUES

La commune de Somme Suippe compte un certain nombre d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Il s'agit notamment de la station service et du garage.

Toutefois la majorité des bâtiments concernés sont des installations d'élevage dans le cadre des exploitations agricoles.

Les élevages sont soit soumis au règlement sanitaire départemental soit régis par les textes relatifs aux installations classées.

Ces élevages n'entraînent pas de servitudes d'utilité publique. Toutefois dans un périmètre de 50 ou 100 m (selon le dispositif réglementaire applicable) autour de ces installations, la construction d'habitation ou de local occupé par des tiers est interdite sauf dérogation prévue à l'article L.111-3 du code rural.

Une carte annexe permet de localiser ces installations sur le territoire de la commune.

CANALISATIONS - LIGNES ELECTRIQUES

Les lignes électriques et canalisations sont reportées sur le plan de servitudes.

Pour toute question, consulter le service suivant:

***Electricité de France / Gaz de France
Service champagne - 2 rue Saint charles
51095 Reims CEDEX***

FRANCE TELECOM

Les réseaux France Telecom sont reportés sur les plans de servitudes.

Pour toute question contacter :

***France Télécom
Unité Régionale de Réseau Champagne - Ardenne
101, rue de Louvois
BP 2830 - 51058 Reims Cedex***

PROTECTION DU PATRIMOINE

1) Patrimoine naturel

• Eau-Périmètres de captage

La commune de Somme Suippe est territorialement concernée par le périmètre de protection de captages d'eau destiné à la consommation humaine, et notamment par les périmètres de protection du captage sis au lieu-dit "Au-dessus des Saussis" objet d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du 30 juillet 1986.

Par ailleurs, 4 forages militaires dénommés "Champ Captant" font l'objet d'un rapport hydrogéologique en cours d'élaboration.

Les périmètres de protection ont été pris en compte au niveau du règlement et des documents graphiques.

- **ZNIEFF**

Somme-Suippe abrite une ZNIEFF de type II, au nord de son territoire (cf.1ère partie), dite "pelouses et bois du camp militaire de Suippes". En raison de sa situation, au coeur du camp militaire de Suippes, elle est classée en zone UM. Tout autre classement est sans effet au regard du caractère dérogatoire des règles d'occupation et d'utilisation du sol applicables au camp militaire (arrêté ministériel du 8 août 1978 pris pour l'application de l'article R. 422-1, al.2 du code de l'urbanisme concernant les grands camps à l'intérieur desquels les constructions et installations sont exemptées du permis de construire).

Pour toute question, contacter :

Direction Régionale De l'Environnement (DIREN) de Champagne - Ardenne
44, rue Titon
51000 Châlons-en-Champagne
Tel: 03-26-64-69-04

2) Patrimoine architectural

La commune ne comporte pas, à ce jour, de monuments historiques classés ou inscrits.

3) Patrimoine archéologique

Sur le territoire de la commune de Somme Suippe existent quelques sites archéologiques tels que répertoriés sur la carte patrimoine historique et naturel (cf.1ère partie).

Ces zones sont directement soumises, en tant que site archéologique attesté, à la réglementation archéologique en vigueur, à savoir :

- En application du titre III de la loi du 27 septembre 1941 validée réglementant en particulier les découvertes fortuites, toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestige, structure; objet, monnaie...) doit être signalée immédiatement au **Service régional de l'Archéologie de Champagne (3, rue du Faubourg Saint Antoine-51037 CHALONS-EN-CHAMPAGNE-tél:03-26-70-63-31)**, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Mairie ou de la Préfecture.

Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par un agent de l'Etat et tout contrevenant serait passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du Code pénal, en application de la loi n° 80-532 du 15 juillet 1980 modifiée relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance.

- En application du décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive, la Direction des Affaires Culturelles - Service Régional de l'Archéologie, demande que lui soit communiqués pour instruction :

- pour les secteurs sur les sites et dans les zones sensibles : tous les dossiers de demande d'autorisation de construire, de lotir, de démolir, d'installations et travaux divers affectant le sous-sol concernant des projets dans les secteurs délimités sur la carte de localisation (cf. 1ère partie),
- pour les secteurs dans le périmètre de 100 m autour des sites et zones sensibles : tous les dossier de demande d'autorisation de construire, de lotir, de démolir, d'installations et travaux divers affectant le sous-sol sur une surface de 500 m² et plus,
- pour le reste du territoire de la commune : les dossiers de demande affectant le sous-sol sur une surface de 10 000 m² et plus.

ACTE REÇU LE
28 JAN. 2005
PRÉFECTURE DE LA MARNE
D. R. C. L.

4^{ème} PARTIE : JUSTIFICATIONS DES DISPOSITIONS DU P.L.U.

1. LES ZONES URBAINES

1.1 Les Superficies

L'ensemble de la superficie de la commune est de 3151 hectares couverts en totalité par le P.L.U.

Les zones urbaines occupent environ 31 % du territoire de la commune.

SURFACES	Révision 1996	Révision 2001
<i>Zone UD->UH</i>	52 ha	53 ha 31 a
<i>Zones UI</i>	1 ha 60 a	5 ha 67 a
<i>Zones UM</i>		920 ha
TOTAL Zones U	53 ha 60 a	978 ha 98 a

Cette importante augmentation de la superficie des zones urbaines est due au classement en zone UM de l'ensemble des surfaces occupées par le Camp Militaire.

1.2 Présentation et justification des zones

Les zones urbaines dites zones U correspondent aux parties du ban communal dans lesquelles la capacité des équipements publics existants ou en cours de réalisation (voirie, assainissement, électricité, défense incendie) permettent immédiatement des constructions.

La vocation des zones urbaines est définie à partir de l'analyse des caractéristiques du tissu existant, des tendances et évolutions qui doivent être favorisées ou freinées, des orientations nouvelles souhaitées par la commune.

1.2.1 Zone UH

Il s'agit d'une zone urbaine d'habitat et d'activités traditionnelles des villages en milieu rural. Elle correspond à la zone UD du P.O.S.

Il convient de mentionner la présence d'un secteur UH.a. Celui-ci fait état des nuisances acoustiques engendrées par les installations de stockages avoisinantes, qui sont à prendre en considération.

Elle est caractérisée par un tissu urbain ancien largement remanié dans le temps et qui ne présente plus, dans son ensemble, une grande unité de composition. Quelques séquences de rues ont conservé une continuité bâtie, correspondant à la structure initiale du village.

Cette zone est destinée à l'habitat, aux commerces et aux services. Elle intègre aussi des exploitations agricoles et des activités artisanales.

L'objectif est d'y assurer le maintien de la qualité du bâti existant tout en y conservant et y favorisant la diversification des fonctions.

1.2.2 Zone UI

Il s'agit de la zone industrielle de Somme-Suippe. Elle est destinée à accueillir les établissements industriels, artisanaux, commerciaux ou de services, ainsi que les bâtiments d'habitation strictement nécessaires au fonctionnement des activités qui y sont implantées.

1.2.3 Zone UM

Cette zone couvre des terrains de manoeuvre et d'installations liées à la Défense Nationale. Les règles d'occupation et d'utilisation des sols applicables obéissent au régime particulier des ouvrages de la Défense Nationale. En conséquence, le règlement ne fait que reprendre les principes du règlement national d'urbanisme. L'arrêté ministériel du 8 août 1978 pris pour l'application de l'article R. 422-1, al.2 du code de l'urbanisme concernant les grands camps à l'intérieur desquels les constructions et installations sont exemptées du permis de construire s'applique dans le camp de Suippes.

Cette zone couvre le Camp Militaire de Suippes pour sa partie sur le ban de Somme-Suippe.

1.3 Justifications des dispositions réglementaires

Par application de l'article L. 123-2 du code de l'urbanisme issu de la loi S.R.U. du 13 décembre 2000, seuls les articles 6 et 7 du règlement du P.L.U. doivent être obligatoirement réglementés. Aussi les dispositions des autres articles du règlement de chaque zone (1 à 5 et 8 à 13), qui sont facultatifs, sont justifiés dans les paragraphes suivants :

1.3.1 Zone UH

La diversité et la mixité des fonctions urbaines sont assurées par les règles des articles 1 et 2. Toutefois, certaines occupations et utilisations des sols sont incompatibles tant avec la structure architecturale ou urbaine de la zone qu'avec le cadre et la qualité de vie des espaces considérés. Ces occupations et utilisations des sols sont, soit interdites, soit soumises à des conditions particulières justifiées par les impératifs de salubrité et de sécurité publiques, de gêne matérielle, sonore, olfactive ou visuelle ou de dangerosité.

Dans le **secteur UH.a**, les nuisances acoustiques dues aux installations de stockages avoisinantes doivent être prises en considération par les constructeurs. Les constructions à usage d'habitation, les surélévations des bâtiments d'habitation anciens et les additions à des bâtiments sont soumises à des normes d'isolement acoustique.

Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics par leur faible emprise, leur conception, leurs impératifs techniques rendent nécessaires l'application de règles spécifiques à leur implantation qui dérogent des règles générales applicables aux autres constructions. Une exception est aussi ménagée pour les équipements publics afin de ne pas les grever de servitudes dont l'impact financier est supporté par l'ensemble de la collectivité. La Commune entend aussi se ménager plus de souplesse dans l'implantation de ces équipements.

Les dispositions de l'article 3 relatif aux voiries et accès fait application de l'article R. 111-4 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'impératif de sécurité des usagers de la route. Il précise que 5 m minimum d'emprise seront exigés pour la création de voirie nouvelle. L'objectif est de promouvoir la création de voies qui puissent accueillir une circulation à double sens et soient adaptées au trafic local, c'est-à-dire tant aux véhicules particuliers, aux véhicules de services qu'aux machines agricoles.

L'article 4 qui a trait à la desserte par les réseaux imposent les caractéristiques minimum exigibles répondant aux impératifs posés par la loi sur l'eau.

L'ensemble de la zone étant desservi par les réseaux, les prescriptions imposent dans un premier temps le raccordement au maillage collectif. Dans un second temps, des exceptions sont aménagées, notamment en matière d'eaux usées et pluviales, afin de permettre un assainissement individuel lorsque le raccordement aux réseaux est rendu impossible pour des raisons techniques.

Par ailleurs, les réseaux câblés doivent être dissimulés afin de préserver la qualité du bâti.

L'article 6 impose l'implantation des bâtiments soit à l'alignement, soit avec un recul de 5 m minimum afin de perpétuer la configuration du bâti du village. Le recul imposé permettra de matérialiser les emplacements de stationnement exigés à l'article 12.

L'article 7 gère avec souplesse l'implantation par rapport aux limites séparatives afin de permettre la meilleure adaptation de la construction à la configuration de la parcelle. Un prospect réglementaire de 3 mètres minimum est prévu en cas d'implantation en recul de ces limites.

La hauteur maximum des constructions (article 10) est réglementée afin d'assurer une cohérence et une harmonie du bâti dans le centre du village. Aussi cette règle fait référence aux hauteurs existantes. Un maximum de R+1 pour les immeubles d'habitation correspond à une hauteur de 8 m à l'égout des toits. La hauteur de 12 m maximum au faîtage permet les constructions de bâtiments à usage d'exploitation d'agricole tels que les hangars de stockage sans pour autant permettre l'implantation de silos d'une trop grande hauteur.

Le principe de bonne insertion de la nouvelle construction dans les lieux environnants est rappelé à l'article 11 relatif à l'aspect extérieur des constructions. Cet article 11 laisse une grande latitude quant à l'aspect des constructions. Toutefois pour des motifs esthétiques et de respect des modénatures locales, des restrictions sont apportées notamment concernant des formes architecturales et des matériaux. Les façades implantées sur rue des bâtiments agricoles ou d'activité doivent être traités en maçonnerie jusqu'à une hauteur minimum de 2,50 m afin de limiter l'usage du bardage généralement métallique.

L'article 12 relatif au stationnement impose des règles rendues nécessaire par la problématique du stationnement en milieu urbain. Les voies du centre du village ne laissent pas place à un stationnement en toute sécurité sur le domaine public. Le nombre de véhicules par foyers étant de plus en plus conséquent, le nombre de place de stationnement exigées par logement est fixé à deux.

L'article 13 relatif aux espaces libres et plantations ainsi qu'aux espaces boisés classés rappelle des dispositions applicables aux E.B.C. Il prévoit, en outre, que les opérations d'aménagement d'ensemble importantes ont l'obligation de procéder à des plantations afin d'assurer une animation urbaine minimum.

1.3.2 Zone UI

Les occupations d'activités de cette zone ne sont pas compatibles avec l'implantation de constructions dont la destination pourrait en compromettre la vocation et le développement. Ainsi les articles 1 et 2 de son règlement sont restrictifs concernant les occupations et utilisations du sols incompatibles avec le caractère de la zone. Ainsi les locaux d'habitation ne sont tolérés que dans des conditions restrictives tenant au gardiennage de sites.

Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics par leur faible emprise, leur conception, leurs impératifs techniques rendent nécessaires l'application de règles spécifiques à leur implantation qui dérogent des règles générales applicables aux autres constructions. Une exception est aussi ménagée pour les équipements publics afin de ne pas les grever de servitudes dont l'impact financier est supporté par l'ensemble de la collectivité. La Commune entend aussi se ménager plus de souplesse dans l'implantation de ces équipements.

Les dispositions de l'article 3 relatif aux voiries et accès fait application de l'article R. 111-4 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'impératif de sécurité des usagers de la route. Les voies de desserte interne à la zone doivent être dimensionnées afin d'accueillir la circulation normale induite par les activités et notamment les flux logistiques.

L'article 4 qui a trait à la desserte par les réseaux imposent les caractéristiques minimum exigibles répondant aux impératifs posés par la loi sur l'eau. L'ensemble de la zone étant

desservi par les réseaux, les prescriptions imposent dans un premier temps le raccordement au maillage collectif. Dans un second temps, des exceptions sont aménagées, notamment en matière d'eaux usées et pluviales, afin de permettre un assainissement individuel lorsque le raccordement aux réseaux est rendu impossible pour des raisons techniques. En outre, dans les zones d'activités, les eaux industrielles étant dans leur qualité et dans leur quantité incompatibles avec les eaux domestiques ou pluviales, il est exigé un dispositif de prétraitement.

L'article 6 impose l'implantation des bâtiments avec un recul de 5 m minimum afin d'obtenir une aération du tissu bâti et d'assurer des marges de sécurité entre les constructions à usage d'activité.

L'article 7 gère avec souplesse l'implantation par rapport aux limites séparatives afin de permettre la meilleure adaptation de la construction à la configuration de la parcelle. Un prospect réglementaire de 3 mètres minimum est prévu en cas d'implantation en recul de ces limites.

L'article 8 impose une contrainte justifiée pour des raisons de sécurité. La distance minimum de 4 m exigée a pour finalité de préserver l'ensoleillement des bâtiments en tenant compte de la règle de hauteur de l'article 10 et d'anticiper toute division de propriété.

La hauteur maximum des constructions (article 10) est réglementée afin de limiter l'impact paysager des constructions d'activité sur le paysage, les deux zones artisanales étant dissociées du village dans des espaces ouverts. La hauteur maximum de 12 m au faîtage répond largement aux nécessités des activités admises sur les zones sans pour autant permettre l'implantation de bâtiments d'une trop grande hauteur.

Le principe de bonne insertion de la nouvelle construction dans les lieux environnants est rappelé à l'article 11 relatif à l'aspect extérieur des constructions. Cet article 11 laisse une grande latitude quant à l'aspect des constructions. Toutefois pour des motifs esthétiques et de respect des modénatures locales, des restrictions sont apportées notamment concernant des formes architecturales et des matériaux. Les façades implantées sur rue des bâtiments agricoles ou d'activité doivent être traités en maçonnerie jusqu'à une hauteur minimum de 2,50 m afin de limiter l'usage du bardage généralement métallique.

L'article 12 relatif au stationnement impose des règles rendues nécessaires pour assurer l'accueil des salariés, des visiteurs et du trafic lié aux activités, en dehors des voies publiques.

L'article 13 relatif aux espaces libres et plantations traduit une volonté de promouvoir l'aspect paysager des zones d'activité et d'en limiter l'aspect trop artificialisé. Ainsi une partie de l'assiette des terrains construits devra être aménagée en espaces verts, accompagnés

d'arbres ou de haies autour des limites séparatives.

1.3.3 Zone UM

Cette zone couvre les terrains militaires occupants le territoire de la commune. Les règles d'occupation et d'utilisation des sols applicables obéissent au régime particulier des ouvrages de la Défense Nationale. En conséquence, le règlement ne fait que reprendre les principes du Règlement National d'Urbanisme. L'arrêté ministériel du 8 août 1978 pris pour l'application de l'article R. 422-1, al.2 du code de l'urbanisme concernant les grands camps à l'intérieur desquels les constructions et installations sont exemptées du permis de construire s'applique dans le camp de Suippes.

Tableaux de synthèse

Zone UH	Révision 2001	
Article 3	Modifié	Emprise de 5 mètres pour les voies nouvelles
Article 4	Modifié	Possibilité assainissement individuel en ce qui concerne évacuation eaux usées. Les nouvelles installations de distribution électrique, de téléphone et de télédistribution doivent être réalisées de manière à permettre la meilleure dissimulation possible du réseau de câbles. Enfin, pour les lotissements et opérations groupées, les réseaux définitifs doivent être réalisés en souterrain.
Article 5	Pas de modifications	
Article 6	Pas de modifications	
Article 7	Modifié	Des précisions sont apportées sur l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives : soit d'une limite latérale à l'autre, soit sur une seule limite séparative, soit en retrait par rapport aux deux limites séparatives.
Article 8	Modifié	L'ensemble des dispositions réglementaires sont supprimées. Aucune prescription n'est retenue au titre de l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété.
Article 9	Pas de modifications	
Article 10	Pas de modifications	
Article 11	Pas de modifications	
Article 12	Complété	Pour les logements sociaux, une seule place de stationnement par logement est exigée.
Article 13	Complété	La zone comporte des Espaces Boisés Classés figurant sur les plans graphiques et dont le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation ou d'utilisation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements, ainsi que leur défrichement.

Zone UI	Révison 2001	
Article 3	Pas de modifications	
Article 4	Complété	Des prescriptions imposent le raccordement au maillage collectif, avec des exceptions notamment en matière d'eaux usées et pluviales afin de permettre l'assainissement individuel.
Article 5	Pas de modifications	
Article 6	Modifié	La modification proposée consiste à ne plus exempter l'extension des constructions existantes de cette règle de recul de 5 mètres minimum par rapport aux voies et emprises publiques.
Article 7	Modifié	Un prospect règlementaire de 3 mètres minimum est prévu en cas d'implantation en recul des limites séparatives. Cette distance peut être supérieure si les conditions de sécurité l'exigent.
Article 8	Modifié	Suppression de la règle suivante : la distance entre deux constructions contigües sur une même propriété sans vis-à-vis, peut être réduite de moitié. Cependant, une distance supérieure peut être exigée si les conditions de sécurité l'exigent.
Article 9	Pas de modifications	
Article 10	Complété	La hauteur est calculée du terrain naturel avant tout remaniement à l'égoût de la toiture du bâtiment projeté.
Article 11	Complété	Précisions apportées sur les façades.
Article 12	Pas de modifications	
Article 13	Modifié	Une partie de l'assiette des terrains devra être aménagée en espaces verts, accompagnés d'arbres ou de haies autour des limites séparatives.

2. LES AUTRES ZONES

2.1 Les Superficies

L'ensemble de la superficie de la commune est de 3151 hectares couverts en totalité par le P.L.U.

Les zones naturelles occupent environ 69 % de la commune.

SURFACES	Révision 1996	Révision 2001
<i>Zone NA->AU</i>	8 ha 50 a	13 ha 84 a
<i>Zones NC->A</i>	2139 ha 10 a	2124 ha 93 a
<i>Zones ND->N</i>	26 ha 80 a	33 ha 25 a
<i>Camp Militaire</i>	922 ha	
TOTAL	3096 ha 40 a	2172 ha 02 a

L'importante diminution de la superficie des zones naturelles est due au classement du Camp Militaire en zone urbaine.

2.2 Présentation et justification des zones

Ces zones se justifient par la volonté de protection des milieux naturels et des terres agricoles. Elles correspondent aussi aux zones à urbaniser, c'est-à-dire à des espaces insuffisamment équipés qui pourront être ouverts à l'urbanisation après les travaux nécessaires.

2.2.1 Zone AU

Il s'agit d'une zone d'urbanisation future non équipée, destinée à l'habitat, aux services, aux activités diverses et aux équipements collectifs.

Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone.

Les zones AU sont localisées dans le prolongement de la tâche urbaine existante.

Les zones d'urbanisation futures sont localisées et dimensionnées de façon à bénéficier des équipements qui sont en proximité immédiate.

- La zone en entrée de ville Ouest de part et d'autre de la RD 931 :

Cette zone sera desservie par la rue de Suippes et la Voies des Auges de capacités suffisantes pour accueillir le trafic induit.

Les réseaux d'eau potable et d'assainissement sont présents respectivement sur la rue de Suippes et la Voie des Auges.

L'électricité est présente sur la rue de Suippes, et sur la Voie des Auges (salle de sport)

- La zone située au lieu-dit "la Voie des Auges" :

Cette zone sera desservie par la rue des Charretiers de capacités suffisantes pour accueillir le trafic induit.

Les réseaux d'eau potable et d'assainissement sont présents sur la rue des Charretiers.

L'électricité est présente sur la rue des Charretiers.

- La zone localisée en entrée de ville Est de part et d'autre de la RD 931 :

Cette zone sera desservie par la Voie Communale n°2 et la rue du Cimetière Militaire de capacités suffisantes pour accueillir le trafic induit.

Les réseaux d'eau potable sont présents sur la R.D. 931 et rue Gouraud.

Le réseau d'assainissement est présent sur la R.D. 931 (eau pluvial), la rue des Charretiers (eaux usées) et la rue du Levant (eaux usées).

L'électricité est présente sur les rues Gouraud et du Levant.

- La zone située au lieu-dit "Derrière les Bourgs" :

Cette zone sera desservie par la rue des Prés de capacités suffisantes pour accueillir le trafic induit.

Les réseaux d'eau potable et d'eaux usées sont présents rue des Prés.

L'électricité est présente sur la rue des Prés.

- La zone le long des chemins dits "des Montants n°8" et "des Goulots" :

Cette zone sera desservie par la rue des Montants et la rue dite "Voie des Goulots" de capacités suffisantes pour accueillir le trafic induit.

Les réseaux d'eau potable sont présents rue de Mimbo et sur le chemin rural n°3.

Cette zone sera assainie par dispositif individuel, conformément au zonage d'assainissement de la commune.

L'électricité est présente sur la rue dite "Voie des Goulots".

2.2.2 Zone A

Sont classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Cette zone a désormais vocation unique à accueillir des exploitations agricoles et les activités qui en sont le prolongement (agro-tourisme, mise en valeur des productions...).

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A.

Cette zone comprend un **secteur A.a** dans lequel les élevages sur lisiers sont interdits afin de limiter les risques de nuisances pour la population résidente et un **secteur A.e** correspondant au périmètre éloigné de protection du captage.

2.2.3 Zone N

Sont classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

La zone N assure aussi la préservation de la zone submersible contre toute urbanisation nouvelle.

Cette zone comprend un **secteur N.c**, correspondant au périmètre rapproché de protection du captage d'eau potable de la commune, un **secteur N.j**, assurant la protection des jardins, et un **secteur N.h**, dans lequel l'urbanisation existante ne peut être que légèrement étendue.

2.3 Justifications des dispositions réglementaires

Par application des dispositions de la loi S.R.U. du 13 décembre 2000, seuls les articles 6 et 7 du règlement du P.L.U. doivent être obligatoirement réglementés. Aussi les dispositions des autres articles du règlement de chaque zone (1 à 5 et 8 à 13), qui sont facultatifs, sont justifiés dans les paragraphes suivants :

2.3.1 Zone AU

La diversité et la mixité des fonctions urbaines sont assurées par les règles des articles 1 et 2. Toutefois, certaines occupations et utilisations des sols sont incompatibles avec le cadre et la qualité de vie des espaces avoisinants. Ces occupations et utilisations des sols sont, soit interdites, soit soumises à des conditions particulières justifiées par les impératifs de salubrité et de sécurité publiques, de gêne matérielle, sonore, olfactive ou visuelle ou de dangerosité. L'objectif de développement cohérent et harmonieux de ces zones implique la rédaction des règles tenant à la conception et la localisation des opérations qu'elles pourront accueillir. Une prescription relevant de l'intérêt sanitaire est prévue spécialement pour le **secteur AU.e** de protection du captage d'eau potable de la commune.

Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics par leur faible emprise, leur conception, leurs impératifs techniques rendent nécessaires l'application de règles spécifiques à leur implantation qui dérogent des règles générales applicables aux autres constructions. Une exception est aussi ménagée pour les équipements publics afin de ne pas les grever de servitudes dont l'impact financier est supporté par l'ensemble de la collectivité. La Commune entend aussi se ménager plus de souplesse dans l'implantation de ces équipements.

Les dispositions de l'article 3 relatif aux voiries et accès fait application de l'article R. 111-4 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'impératif de sécurité des usagers de la route. Il précise que 6 m minimum d'emprise seront exigés pour la création de voirie nouvelle. L'objectif est de promouvoir la création de voies qui puissent accueillir une circulation à double sens et

soient adaptées au trafic local, c'est-à-dire aux véhicules particuliers et aux véhicules de services. L'emprise comprendra aussi des trottoirs et/ou des places de stationnement.

L'article 4 qui a trait à la desserte par les réseaux imposent les caractéristiques minimum exigibles répondant aux impératifs posés par la loi sur l'eau.

L'ensemble de la zone étant desservi par les réseaux, les prescriptions imposent dans un premier temps le raccordement au maillage collectif. Dans un second temps, des exceptions sont aménagées, notamment en matière d'eaux usées et pluviales, afin de permettre un assainissement individuel lorsque le raccordement aux réseaux est rendu impossible pour des raisons techniques.

Dans le **secteur AU.e** qui correspond au périmètre éloigné de protection du captage de Somme-Suipe, les dispositions sont mises en oeuvre afin de limiter au maximum tout risque de pollution de la nappe aquifère.

Par ailleurs, les réseaux câblés doivent être dissimulés afin de préserver la qualité du bâti.

L'article 5 relatif aux caractéristiques des terrains répond à des préoccupations d'ordre technique fondées sur la capacité des sols à recevoir une installation d'assainissement individuelle. Cette disposition est, par ailleurs, compatible avec le futur zonage d'assainissement de la commune.

L'article 6 impose l'implantation des bâtiments avec un recul de 5 mètres minimum afin d'obtenir une aération du tissu bâti dans ses espaces principalement destinés à un usage résidentiel. Le recul imposé permettra de matérialiser les emplacements de stationnement exigés à l'article 12.

Conformément aux orientations proposées dans l'étude des entrées de ville, cet article prévoit aussi un recul de 10 mètres minimum par rapport à la RD 931.

L'article 7 gère avec souplesse l'implantation par rapport aux limites séparatives afin de permettre la meilleure adaptation de la construction à la configuration de la parcelle. Un prospect règlementaire de 3 mètres minimum est prévu en cas d'implantation en recul de ces limites.

L'article 8 impose une contrainte justifiée pour des raisons de salubrité et afin de prévenir tout problème de troubles anormaux de voisinage. La distance minimum de 4 m exigée a pour finalité de préserver l'ensoleillement des bâtiments en tenant compte de la règle de hauteur de l'article 10 et d'anticiper toute division de propriété.

L'emprise au sol (article 9) est limitée à 70% d'un même terrain afin d'assurer une "aération" du tissu urbain et un aspect verdoyant.

La hauteur maximum des constructions (article 10) est réglementée afin d'assurer une cohérence et une harmonie du bâti. La localisation géographique des secteurs concernés impose de limiter les hauteurs afin de préserver les vues et le paysage de Somme-Suippe. La règle s'articule étroitement avec le principe de bonne insertion de la nouvelle construction dans les lieux environnants de l'article 11 relatif à l'aspect extérieur des constructions. Cet article 11 laisse une grande latitude quant à l'aspect des constructions. Toutefois pour des motifs esthétiques, des restrictions sont apportées notamment concernant des formes architecturales et des matériaux.

L'article 12 relatif au stationnement impose des règles rendues nécessaire par la problématique du stationnement en milieu urbain. Les voies du centre du village ne laissent pas place à un stationnement en toute sécurité sur le domaine public. Le nombre de véhicules par foyers étant de plus en plus conséquent, le nombre de place de stationnement exigées par logement est fixé à deux.

Les règles de l'article 13 traduisent les objectifs énoncés dans l'étude d'entrée de ville de Somme-Suippe.

2.3.2 Zone A

La zone agricole est une zone destinée à protéger les terres cultivables. Elle est strictement réservée à la mise en culture du sol ainsi qu'à l'implantation des constructions nécessaires aux exploitations agricoles. Les articles 1 et 2 du règlement de la zone assurent le respect de ces exigences. Toute occupation ou utilisation du sol qui n'est pas liée à une exploitation agricole y est interdite. Ces dispositions permettent, par ailleurs, aux exploitations agricoles d'assurer leur pérennité à travers une diversification de leurs activités.

Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics par leur faible emprise, leur conception, leurs impératifs techniques rendent nécessaires l'application de règles spécifiques à leur implantation qui dérogent des règles générales applicables aux autres constructions. Une exception est aussi ménagée pour les équipements publics afin de ne pas les grever de servitudes dont l'impact financier est supporté par l'ensemble de la collectivité. La Commune entend aussi se ménager plus de souplesse dans l'implantation de ces équipements.

Les dispositions de l'article 3 relatif aux voiries et accès fait application de l'article R. 111-4 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'impératif de sécurité des usagers de la route.

L'article 4 qui traite qui a trait à la desserte par les réseaux imposent les caractéristiques minimum exigibles répondant aux impératifs posés par la loi sur l'eau.

L'ensemble de la zone étant desservi par les réseaux, les prescriptions imposent dans un premier temps le raccordement au maillage collectif. Dans un second temps, des exceptions sont aménagées, afin de permettre un assainissement individuel lorsque le raccordement aux réseaux est rendu impossible pour des raisons techniques et de permettre une alimentation individuelle d'eau potable nécessaire aux besoins des exploitations agricoles.

L'article 6 impose l'implantation des bâtiments avec des reculs variables selon le caractère de la voie :

- Routes Départementales : 15 m comptés depuis l'emprise de la voie,
- Voies Communales et voie de desserte : 5 m comptés depuis l'emprise de la voie,
- Voies ferrée : 20 m comptés depuis l'emprise de la voie.

Ces marges de recul répondent aux exigences des services qui gèrent ces emprises publiques.

L'article 7 impose un prospect règlementaire de 5 mètres minimum pour prendre en compte les volumétries particulières des bâtiments d'exploitation tels que les hangars.

L'article 8 impose une contrainte justifiée pour des raisons de sécurité et d'urbanisme. La distance minimum de 6 m exigée a pour finalité de limiter la densité de construction sur zone en tenant compte de la règle de hauteur de l'article 10 ainsi que d'anticiper toute division de propriété.

La hauteur maximum des constructions (article 10) est réglementée pour les constructions à usage d'habitation afin d'en limiter les dimensions dans un souci de gestion des écarts de la commune. La hauteur de 13 m maximum au faîtage permet la constructions de bâtiments à usage d'exploitation d'agricole tels que les hangars de stockage sans pour autant permettre l'implantation de silos d'une trop grande hauteur.

L'article 11 relatif à l'aspect extérieur des constructions rappelle le principe de bonne insertion de la nouvelle construction dans les lieux environnants. Cet article 11 laisse toutefois une grande latitude quant à l'aspect des constructions.

L'article 12 relatif au stationnement rappelle les règles minimum applicables.

L'article 13 relatif aux espaces libres et plantations ainsi qu'aux espaces boisés classés rappelle des dispositions applicables aux E.B.C. qui doivent être particulièrement protégés en raison de leur rareté.

2.3.3 Zone N

Les occupations et utilisations du sols admises sont strictement circonscrites dans la zone naturelle qui a vocation à protéger des sites et des milieux naturels contre toute urbanisation excessive. L'article 1 du règlement de la zone fixe les interdictions de principe nécessaires au respect de la vocation d la zone. L'article 2 prévoit celles qui sont admises sous des conditions relevant de l'intérêt général (infrastructures, ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics) et de l'exploitation piscicole des qualités de l'eau de la Suippe. Dans les secteurs N.c, N.h et N.j les dispositions admettent en plus des occupations compatibles avec leurs destinations ; respectivement un secteur de protection de captage d'eau potable susceptible d'accueillir des installations relatives à sa destination, un secteur de constructions d'habitation existantes et un secteur réservé exclusivement aux jardins.

Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics par leur faible emprise, leur conception, leurs impératifs techniques rendent nécessaires l'application de règles spécifiques à leur implantation qui dérogent des règles générales applicables aux autres constructions. Une exception est aussi ménagée pour les équipements publics afin de ne pas les grever de servitudes dont l'impact financier est supporté par l'ensemble de la collectivité. La Commune entend aussi se ménager plus de souplesse dans l'implantation de ces équipements.

Les dispositions de l'article 3 relatif aux voiries et accès fait application de l'article R. 111-4 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'impératif de sécurité des usagers de la route pour le secteur N.h qui regroupe les écarts occupés par des constructions à usage d'habitation.

L'article 4 qui traite qui a trait à la desserte par les réseaux imposent les caractéristiques minimum exigibles répondant aux impératifs posés par la loi sur l'eau, en tenant compte de la localisation des écarts notamment.

L'article 6 impose une règle de recul de 5 m minimum afin de conserver l'aération qui caractérise les secteurs N.c, N.h et N.j, de la zone naturelle.

L'article 7 fixe un prospect de 3 mètres minimum par rapport aux limites séparatives afin d'assurer une respiration suffisante du bâti admis dans les seteurs particuliers de la zone.

Les article 9 et 10 imposent une superficie et une hauteur maximum pour les abris de jardin ; le secteur N.j n'ayant pas vocation à accueillir une urbanisation dense. Par ailleurs, une hauteur de 8 m maximum est prévue dans le secteur N.h ; hauteur correspondant aux constructions à usage d'habitation qui y sont existantes. Enfin, le secteur N.c, comprenant le château d'eau ne fixe pas de limite à des constructions

L'article 11 relatif à l'aspect extérieur des constructions laisse une grande latitude quant à l'aspect extérieur des constructions.

L'article 13 rappelle les dispositions et les protections applicables aux espaces boisés classés.

L'article 14 fixe un C.O.S. maximum de 0,3 dans le secteur N.h qui n'a pas vocation à être plus densément urbanisé que l'existant.

Zone AU	Révision 2001	
Article 3	Pas de modifications	
Article 4	Complété	Prise en compte du secteur AU.e, qui correspond au périmètre éloigné de protection du captage de Somme-Suippe. Par ailleurs, les réseaux câblés doivent être dissimulés.
Article 5	Pas de modifications	
Article 6	Complété	Il est précisé en sus que les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 10 mètres par rapport à l'emprise de la RD 931.
Article 7	Pas de modifications	
Article 8	Pas de modifications	
Article 9	Pas de modifications	
Article 10	Modifié	Cet article est modifié afin d'assurer une cohérence et une harmonie du bâti. Il convient de limiter les hauteurs afin de préserver les vues et le paysage de Somme-Suippe.
Article 11	Complété	Mis en cohérence avec l'article 10.
Article 12	Modifié	Les voies du village ne laissent pas place à un stationnement en toute sécurité sur le domaine public. Par ailleurs, le nombre de véhicules par foyers étant de plus en plus important, le nombre de place de stationnement exigé par logement est de 2.
Article 13	Modifié	Cet article est mis en cohérence avec l'étude d'entrée de ville réalisée.

Zone A	Révision 2001	
Article 3	Pas de modifications	
Article 4	Complété	Mise en concordance avec la loi sur l'eau.
Article 5	Pas de modifications	
Article 6	Modifié	Modification du recul imposé par rapport au caractère de la voie.
Article 7	Pas de modifications	
Article 8	Modifié	Modification de la distance pour limiter la densité de la
Article 9	Pas de modifications	
Article 10	Modifié	La hauteur des constructions à usage d'habitation est limitée dans un souci de gestion des écarts de la commune.
Article 11	Complété	Mis en cohérence avec l'article 10.
Article 12	Modifié	Les voies du village ne laissent pas place à un stationnement en toute sécurité sur le domaine public. Par ailleurs, le nombre de véhicules par foyers étant de plus en plus important, le nombre de place de stationnement exigé par logement est de 2.
Article 13	Modifié	Cet article est mis en cohérence avec l'étude d'entrée de ville réalisée.

3. PERSPECTIVES OUVERTES

3.1 En matière de logement

La commune de Somme-Suippe dispose avec ce P.L.U. révisé de près de 13 hectares de terrains ouverts à l'urbanisation sous la forme d'opérations d'aménagement d'ensemble. Cette croissance attendue va dans le sens de l'augmentation de la population qui suit la même courbe que celle de ces 10 dernières années (cf. 1ère Partie).

Ces zones représentent une capacité d'accueil d'environ 300 personnes. En se basant sur la tendance démographique actuelle, le P.L.U. offre une réserve foncière suffisante à l'installation de ces personnes à Somme-Suippe.

3.2 En matière d'activités

Le P.L.U. de Somme-Suippe propose plus de 5 hectares de zones UI destinées à l'accueil des activités artisanales qui répondent aux besoins d'espaces supplémentaires des activités déjà implantées.

Par ailleurs, la zone UH permet de maintenir et de diversifier les activités économiques de la commune dans la mesure où elles sont compatibles avec les autres fonctions urbaines.

4. DISPOSITIONS DIVERSES

4.1 Les servitudes et contraintes (cf. carte annexée)

Les servitudes d'utilité publique s'imposent au P.L.U. Aussi, les limites et le contenu réglementaire des différentes zones du P.L.U. ont été étudiées pour prendre en compte l'ensemble des contraintes imposées par les servitudes d'utilité publique.

- La servitude concernant les magasins à poudre de l'Armée est prise en compte avec son report sur le plan de servitudes.
- Les servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales est prise en compte avec son report sur le plan de servitudes.
- La servitude relative au plan d'alignement est prise en compte avec son report sur le plan de zonage.
- Les servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques est prise en compte avec la fixation d'une règle de hauteur maximum des constructions dans les zones concernées.

- Les servitudes concernant les liaisons hertziennes et les centres d'émission et de réception radioélectriques sont prises en compte avec leur report sur le plan de servitudes.
- La servitude relative aux réseaux de télécommunications est prise en compte avec leur report sur le plan de servitudes.
- La servitude relative aux réseaux de chemins de fer est prise en compte avec son report sur le plan de servitudes.
- La servitude relative aux abords des nécropoles est reprise dans le règlement des zones concernées.

4.2 Les emplacements réservés

Le recours aux emplacements réservés (article L.123-2.c du code de l'urbanisme) se justifie lorsque l'Etat et les collectivités (département, commune) ont besoin de terrains pour réaliser, dans un but d'intérêt général, des équipements collectifs ou des infrastructures.

Sur le territoire communal, 4 emplacements réservés ont été inscrits dans le P.L.U. Ils ont pour objectifs de desservir une zone d'urbanisation future et de prévoir des aménagements de sécurité au niveau de certains carrefours du village.

La liste des emplacements réservés fait l'objet d'une liste annexée dans le dossier.

4.3 Les espaces boisés

Les espaces boisés classés (E.B.C.) de l'ancien P.O.S. ont été en majeure partie conservés. La commune de Somme-Suippe a souhaité reprendre et étendre en zone urbaine les Espaces Boisés Classés. En effet, les E.B.C sont rares sur la commune et leur maintien, notamment le long de la rivière Suippe, est d'un intérêt indéniable, tant pour la commune, en créant un couloir vert de qualité et en structurant les abords du village, que pour maintenir une diversité paysagère dans cette partie de la Champagne Crayeuse.

Dans les zones urbaines, des espaces boisés existants ont été déplacés mais leur superficie totale n'a guère évolué. Dans ces zones les E.B.C sont aussi déterminants. En effet, à Somme-Suippe, les zones boisées font défaut. Il s'agit donc pour la commune de ne pas compromettre les boisements de qualité au coeur du tissu urbain et ainsi permettre leur conservation et/ou protection. Ce classement en espaces boisés classés va apporter une diversité paysagère au territoire communal.

<i>SURFACES</i>	<i>Révision 1996</i>	<i>Révision 2001</i>
<i>en zones U</i>	0 ha 83 a	1 ha 05 a
<i>en zones N</i>	120 ha	26 ha 91 a
<i>Total des E.B.C.</i>	120 ha 83 a	27 ha 96 a

La différence de superficie constatée notamment au niveau des surfaces d'E.B.C. dans les zones naturelles relève d'une erreur manifeste d'appréciation de ces superficies dans l'ancien P.O.S. ou bien d'une faute de frappe qui n'aurait pas été décelée. Les surfaces repérées sur les planches graphiques n'ayant pas évolué dans une telle proportion.

5^{ème} PARTIE: ETUDES D'ENTREES DE VILLE

SOMMAIRE

AVANT PROPOS

TITRE 1. ENTREE OUEST

1. DIAGNOSTIC DU SITE

1.1. ANALYSE PAYSAGERE

1.1.1 Caractère géographique et topographique de l'environnement

1.1.2 Caractéristiques dominantes de l'occupation des sols dans l'environnement large du site

1.1.3 Relation visuelle entre le site et son environnement

1.1.4 Avantages - Inconvénients

1.2. ETUDE DU SCHEMA DE CIRCULATION DU SITE

1.2.1 Desserte de la zone

1.2.2 Identification des atouts et des points négatifs

1.3. PRISE EN COMPTE DES NUISANCES

1.3.1 Nuisances existantes

1.3.2. Nuisances générées par le projet

1.4. PRINCIPAUX ENJEUX

1.4.1 Enjeux démographiques

1.4.2 Enjeux de sécurité et de circulation

1.4.3 Enjeux paysagers, urbains et architecturaux

2. IDENTIFICATION DES VOCATIONS POTENTIELLES DU SITE

CONCLUSIONS DE L'ETUDE DE DIAGNOSTIC

3. DETERMINATION DES OBJECTIFS ET STRATEGIES A DEVELOPPER SUR LE SITE

3.1. DESTINATION DU SITE

3.2. OBJECTIFS EN MATIERE DE SECURITE ROUTIERE ET DE CIRCULATIONS

3.3. ORIENTATIONS PAYSAGERES, URBAINES ET ARCHITECTURALES

3.4. GESTION DES NUISANCES

4. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS OPERATIONNELLES

4.1. DETERMINATION DU CADRE REGLEMENTAIRE

4.1.1 Zonage et délimitation spatiale des contraintes

4.1.2. Ventilation des contraintes réglementaires selon les 14 articles du P.L.U.

4.2. CAHIER DE RECOMMANDATIONS DESTINE AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES

TITRE 2. ENTREE EST

1. DIAGNOSTIC DU SITE

1.1. ANALYSE PAYSAGERE

1.1.1 Caractère géographique et topographique de l'environnement

1.1.2 Caractéristiques dominantes de l'occupation des sols dans l'environnement large du site

- le bâti
- le végétal

1.1.3 Relation visuelle entre le site et son environnement

1.1.4 Avantages - Inconvénients

1.2. ETUDE DU SCHEMA DE CIRCULATION DU SITE

1.2.1 Desserte de la zone

1.2.2 Identification des atouts et des points négatifs

1.3. PRISE EN COMPTE DES NUISANCES

1.3.1 Nuisances existantes

1.3.2. Nuisances générées par le projet

1.4. PRINCIPAUX ENJEUX

1.4.1 Enjeux démographiques

1.4.2 Enjeux de sécurité et de circulation

1.4.3 Enjeux paysagers, urbains et architecturaux

2. IDENTIFICATION DES VOCATIONS POTENTIELLES DU SITE

CONCLUSIONS DE L'ETUDE DE DIAGNOSTIC

3. DETERMINATION DES OBJECTIFS ET STRATEGIES A DEVELOPPER SUR LE SITE

3.1. DESTINATION DU SITE

3.2. OBJECTIFS EN MATIERE DE SECURITE ROUTIERE ET DE CIRCULATIONS

3.3. ORIENTATIONS PAYSAGERES, URBAINES ET ARCHITECTURALES

3.4. GESTION DES NUISANCES

4. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS OPERATIONNELLES

4.1. DETERMINATION DU CADRE REGLEMENTAIRE

4.1.1 Zonage et délimitation spatiale des contraintes

4.1.2. Ventilation des contraintes réglementaires selon les 14 articles du P.L.U.

4.2. CAHIER DE RECOMMANDATIONS DESTINE AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES

AVANT PROPOS

La présente étude est réalisée dans le cadre de l'application de l'article L. 111-1-4 du code de l'urbanisme (issu de la loi Barnier du 2 février 1995) relatif aux "entrées de villes" et dit aussi "amendement Dupont".

Le contexte de l'étude est le suivant :

Deux nouvelles zones d'urbanisation à vocation résidentielle sont prévues.

L'une se situe dans le prolongement ouest de l'agglomération de Somme-Suippe de part et d'autre de la RD 931, voie classée à grande circulation.

L'autre se situe dans le prolongement est de l'agglomération de Somme-Suippe de part et d'autre de la RD 931, voie classée à grande circulation.

Afin de permettre la réalisation de ces zones, la commune intègre la présente étude d'entrée de ville à son dossier de P.L.U. révisé.

L'étude se décline selon deux titres comportant chacun quatre chapitres :

1. DIAGNOSTIC DU SITE

Ce chapitre permettra de recenser :

- les points forts et les points faibles du site,
- les principaux enjeux.

2. IDENTIFICATION DES VOCATIONS POTENTIELLES DU SITE

Réflexion sur les devenir possibles de la zone et leurs intérêts.

3. DETERMINATION DES OBJECTIFS ET STRATEGIES A DEVELOPPER SUR LE SITE

Détermination des objectifs au regard des axes d'études, à savoir :

- l'aspect paysager et urbain,
- l'aspect architectural des constructions,
- les contraintes liées à la circulation,
- les nuisances (acoustiques notamment).

4. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS OPERATIONNELLES

Ces propositions prennent deux aspects complémentaires :

- d'une part, la définition d'un cadre réglementaire s'appliquant à la zone. Celui-ci permettra de gérer les interventions des acteurs privés.
- d'autre part, l'établissement d'un cahier de recommandations concernant les dispositions à prendre sur l'espace public. Ce dernier document ne pourra être opérant que dans le cadre d'un engagement de personnes publiques (collectivités locales, Etat, ...).

TITRE 1. ENTREE OUEST

1. DIAGNOSTIC DU SITE

1.1. ANALYSE PAYSAGERE

1.1.1 Caractère géographique et topographique de l'environnement

D'une superficie d'environ 3 hectares, la future zone d'habitat se situe dans le prolongement est de l'agglomération de Somme-Suippe de part et d'autre de la RD 931. Il s'agit de champs, actuellement cultivés, subissant une très légère pente orientée sud-nord.

Le site de plaine est limité à l'est par la frange de l'agglomération et par deux barrières orientées d'est en ouest : la Suippe et sa ripisylve au nord et la ligne de chemin de fer au sud. L'ouest du site est composé de champs cultivés.

La RD 391, la Voie des Auges et le Chemin Rural n° 2 constituent les liens urbains du site avec le village et les communes avoisinantes.



Vue depuis la RD 931 vers la zone à urbaniser et le village

Le site est principalement entouré de champs. Les boisements sont plus présents dans la partie nord. Le bâti est plus visible dans la partie sud du secteur.



Vue sur le secteur nord de la zone à urbaniser ; au premier plan le chemin d'exploitation



Vue sur le secteur sud de la zone d'urbanisation future

1.1.2 Caractéristique dominante de l'occupation des sols dans l'environnement large du site

Les parties inférieures de la vallée de la Suippe environnantes sont boisées en proximité immédiate et tout le long du cours d'eau.

L'occupation du sol principale se constitue de champs de cultures céréalières.

Le site est limitrophe du village qui s'étend de la berge de la Suippe à la voie ferrée. Les constructions observées sont principalement des pavillons d'habitation. Le tissu urbain est plutôt lâche à l'exception du lotissement de l'Impasse Jean Moulin.

La salle de sport qui se distingue par ses dimensions est très visible.

La forte imbrication de l'élément bâti et de l'élément végétal est une caractéristique importante de l'environnement du site.

La plaine céréalière s'étend à perte de vue ; ponctuée par endroits de boisements rélictuels ou de bâtiments d'élevages éloignés de la partie habitée.

1.1.3 Relation visuelle entre le site et son environnement

Les relations visuelles entre le site et son environnement sont directes.

Le site, de part et d'autre la route départementale, est en entrée de ville. La qualité de traitement du site influera largement sur l'image qui se dégagera du village de Somme-Suippe, village qui, par ailleurs, présente des qualités quant à l'harmonie générale des volumétries construites et leur imbrication dans l'élément végétal.

1.1.4 Avantages - Inconvénients

Points forts du site et de son environnement

L'environnement existant possède des atouts indéniables du point de vue paysager dont quatre majeurs:

- La forte imbrication du végétal dans les constructions et les parties urbanisées du territoire,
- Les boisements le long de la Suippe contribuent au cadre végétal,
- La RD 931 est en relation directe avec le site,
- Les chemins et les rues qui bordent le site le rendent facilement accessible.



Schéma de la zone et de ses abords immédiats

Points faibles du site et de son environnement

La Départementale, voie à grande circulation, est au même niveau que le site. Cela lui confère une relation plutôt brutale au site que ne saurait atténuer l'alignement d'arbres existant.

La voie ferrée est un second élément négatif au regard des nuisances qu'elle engendre. Son effet est limité dans la mesure où le périmètre du site est de nature à limiter des implantations de bâtiment qui en seraient trop proche.

La salle de sport a un fort impact visuel, compte tenu de ses dimensions et de son aspect extérieur.

- Même dans le cas de constructions sans qualité particulière comme celle-ci, un traitement végétal des extérieurs, abords et clôtures, participe largement à l'amélioration d'une intégration dans le paysage.

1.2. ETUDE DU SCHEMA DE CIRCULATION DU SITE

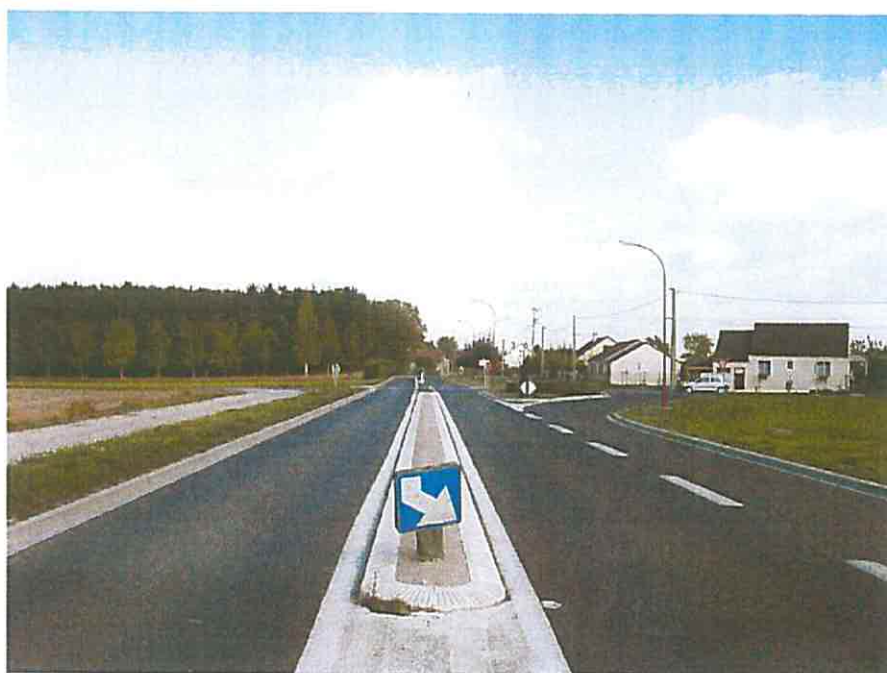
1.2.1 Desserte de la zone

La zone se situe de part et d'autre de la RD 931. La voie des Auges, la rue de Suippe et le chemin rural n° 2 en assurent des dessertes secondaires dans des conditions de sécurité satisfaisantes.

Il convient de préciser que le chemin rural n°2 et tout autre chemin issu du remembrement agricole sont propriété de l'association foncière. Ainsi, lors d'un changement d'utilisation ou d'une vente, partielle ou totale, l'association foncière doit émettre un avis, favorable ou non, et il doit être reçu en parallèle l'approbation, ou non, de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier.

Par ailleurs, la création de tout nouvel accès à la RD 931 est interdite. Toutefois le carrefour de la RD 931 avec la Voie des Auges et la rue de Suippe a été aménagé afin de permettre la desserte du lotissement de l'Impasse Jean Moulin.

Une réflexion doit être menée, en partenariat avec le Conseil général afin de prendre en compte la circulation supplémentaire générée par les constructions nouvelles.



Le carrefour qui dessert la zone à urbaniser a fait l'objet d'aménagements



Schéma de principe de desserte de la zone d'urbanisation future

• Les entrées et sorties de la zone :

Des tourne-à-gauche doivent être matérialisés pour s'engager sur la voie des Auges et sur la rue de Suippe.

Un accès vers l'intérieur de la zone débouchera sur la rue de Suippe. Des accès individualisés pourront être réalisés sur cette voie.

Un accès vers l'intérieur de la zone débouchera sur la voie des Auges. Des accès individualisés pourront être réalisés sur cette voie.

1.2.2 Identification des atouts et des points négatifs

Les atouts

Le site est suffisamment desservi par des voies de circulation.

La route départementale n° 931, voie à grande circulation, met ce site en relation directe avec les infrastructures départementale et nationale. Elle permet de desservir la zone par l'intermédiaire de voies secondaires : la rue de Suippe et la Voie Auges.

Les points négatifs

La gestion des flux entre la RD 931, la voie des Auges et la rue des Charretier est peu lisible.

La réalisation du projet engendrera un accroissement du flux de circulation dans le secteur. Cette augmentation rendra le carrefour de l'entrée du village plus dangereux.

1.3. PRISE EN COMPTE DES NUISANCES

1.3.1 Nuisances existantes

En dehors des nuisances générées par la voie ferrée, la nuisance dominante est celle du bruit généré par la RD 931, voie à grande circulation.

Il convient toutefois de remarquer que les nuisances acoustiques de la RD 931 ne font pas l'objet d'un classement réglementaire en zone de bruit.

En outre, le profil de la route est un facteur négatif qui ne réduit pas les émissions sonores à l'horizontal. Un talutage des rives de la RD 931 peut minimiser la propagation du son émis par la circulation.

En outre, le bâtiment de la salle de sport ne bénéficie pas d'une insertion paysagère suffisante.

1.3.2. Nuisances générées par le projet

La réalisation du projet dans le cadre des réglementations en vigueur ne devra pas être de nature à générer de nuisances au-delà de celles des travaux d'aménagement.

1.4. PRINCIPAUX ENJEUX

1.4.1 Enjeux démographiques

La création d'une zone d'habitation de 3 hectares environ constitue un enjeu démographique d'importance pour la Commune, tant en matière de dynamisme, qu'en terme de fiscalité locale.

Si la population de l'arrondissement est stable, celle du département est en hausse de 1,2 %. Celle de Somme Suippe est en baisse de 9 %, soit 26 habitants de moins sur la période 1990-1999.

Toutefois, la réflexion sur l'habitat doit prendre en compte la dimension intercommunale et notamment la proximité de la ville de Suippes et de l'agglomération de Châlons-en-Champagne.

La commune de Somme-Suippe compte 148 logements, dont 145 résidences principales, aucun logement vacant et 3 résidences secondaires en 1999.

La construction de logements sur le territoire de la commune est peu soutenue, la progression est de 11 logements entre 1990 et 1999. Le taux de variation annuel moyen est de 0,9 %.

1.4.2 Enjeux de sécurité et de circulation

L'accroissement du trafic ira vers une augmentation du risque au point de jonction des flux de circulation générés par le site et de ceux de la RD 931.

Le développement de cette zone d'habitat rendra, à terme, nécessaire le traitement de ce point.

Ainsi le retraitement des dispositions actuelles sur le site peut être envisagé : modification du carrefour.

Les dispositions à prendre correspondant au second point ne relèvent plus de l'opérateur communal, mais des instances départementales.

1.4.3 Enjeux paysagers et urbains

La maîtrise paysagère du site passe des dispositions de deux types:

- D'une part, définir un cadre qui amène à constituer un écran de verdure le long de la RD 931 ainsi que sur les limites entre la zone à aménager et l'espace agricole et à réaliser une forte imbrication du végétal et du bâti.

- D'autre part, réglementer les constructions afin que par leur implantation, leur volumétrie, et leur aspect, elles n'entrent pas en conflit avec la qualité paysagère de l'environnement du site.

Aucune réglementation ne peut assurer la production d'une architecture de qualité.
En revanche, les règles peuvent contribuer à une meilleure homogénéité du bâti.

2. IDENTIFICATION DES VOCATIONS POTENTIELLES DU SITE

CONCLUSIONS DE L'ETUDE DE DIAGNOSTIC

La vocation de zone d'habitat du présent site, apparaît cohérente au regard de sa situation en bord de la RD 931. Si les nuisances phoniques générées de fait par la RD 931 ont des conséquences sur une zone d'habitat et de repos, il n'y a pas de contrainte réglementaire à appliquer. La RD 931 n'est pas répertoriée dans une zone de bruit. Toutefois, pour un confort et une qualité de vie dans cette future vocation du site, il convient de prendre en compte cette proximité.

Le traitement de la frange du site jouxtant la RD 931 apparaît intéressante au regard des caractéristiques de l'environnement.

L'épaisseur de cette frange aura son importance. La seule réalisation d'une clôture végétale du site ne sera point suffisante. Le recours à un talutage peut s'avérer nécessaire pour couper le profil de propagation des ondes sonores.

Un écran de verdure pourra être matérialisé le long des limites ouest du site afin d'assurer une transition visuelle entre l'espace cultivé et l'espace urbain.

Le maillage du construit et du végétal, la forte interpénétration des plantations d'arbres de hautes futaies dans le tissu du bâti permettra d'assurer une prolongation des caractéristiques des zones bâties actuelles.

Les bâtiments d'habitation ne sont pas de nature à détériorer l'aspect visuel de l'entrée de ville.

Les contraintes économiquement les plus neutres, consistent à définir la gamme des matériaux et couleurs autorisés afin d'assurer une qualité et une homogénéité relative de l'ensemble.

3. DETERMINATION DES OBJECTIFS ET STRATEGIES A DEVELOPPER SUR LE SITE

3.1. DESTINATION DU SITE

Le site a vocation à accueillir des implantations de bâtiments d'habitation, sous réserve que ceux-ci soient intégrés dans un cadre verdoyant planté.

3.2. OBJECTIFS EN MATIERE DE SECURITE ROUTIERE ET DE CIRCULATIONS

Préserver l'avenir en prévoyant des emplacements réservés aux aménagements possibles des deux carrefours.

Etudier un réaménagement du carrefour à l'entrée de Somme-Suippe.

3.3. ORIENTATIONS PAYSAGERES, URBAINES ET ARCHITECTURALES

Trois axes sont à prendre en compte:

a) - La gestion du cadre paysager et végétal

Le site nécessite un traitement tout particulier de la frange le long de la RD 931 en raison d'une part de l'image du site depuis la RD 931, d'autre part compte-tenu des vues éloignées.

Ce traitement, pour répondre du double objectif de gérer les vues proches et éloignées, devra être constitué à la fois de haies, buissons et d'arbres de hautes futaies.

Il peut consister à créer une frange de bosquets à dominante d'essences locales et traditionnelles de feuillus, émaillée de persistants et de résineux.

Un écran de verdure pourra être matérialisé de la même façon le long des limites ouest du site afin d'assurer une transition visuelle entre l'espace cultivé et l'espace urbain.

Sur l'autre rive le contexte est plus favorable. Il existe les alignement d'arbres le long de la Suippe et des parcelles plantées de résineux de l'autre côté de la rue de Suippe (bois classé lors de la révision du P.L.U.).

La gestion paysagère des rives devra être complétée par la présence d'arbres à l'intérieur du site venant accompagner les bâtiments.

b) - La gestion urbanistique du site

La solution consistant à gérer la densité du site, si elle est validée économiquement, permettrait une meilleure gestion globale de celui-ci. Simplicité des dessertes, bonne gestion de la rive RD 931, allègement de trésorerie, diminutions des contraintes dans le temps.

Dans tous les cas et quelle que soit la solution retenue, il est indispensable que des marges de recul soient définies sur chacune des voies.

MARGE DE REcul SUR LA RD 931

Sur la RD 931, compte-tenu du très fort impact visuel, la marge conseillée sera de 10 mètres minimum, par rapport à l'alignement de la route départementale, en y incluant le chemin d'exploitation n° 10 qui la longe.

MARGE DE REcul SUR LES AUTRES VOIES PUBLIQUES

Sur ces deux voies, la marge de recul pourra être limitée à 5 mètres.

Ces seules contraintes d'implantations apparaissent nécessaires et suffisantes pour répondre aux objectifs de gestion paysagère du site.

Pour les voies intérieures, une marge de recul de 5 mètres sera suffisante pour gérer des espaces libres.

La gestion de l'implantation des bâtiments par rapport aux autres limites ou les unes par rapport aux autres sur le terrain pourront être établies à convenance.

Les hauteurs maximales devront être calées au plus juste par rapport aux nécessités techniques, 10 mètres seraient une bonne limite de hauteur totale maximum pour maintenir un aspect paysager de qualité.

c) - La gestion architecturale

L'objectif minimaliste en la matière consiste à obtenir une bonne cohérence d'ensemble des constructions.

Les programmes qui s'implanteront sur place et dont on ne connaît pas la nature actuellement auront des besoins différents les uns des autres. Les volumétries en dépendront. Une réglementation trop rigoureuse en matière de formes et volumes risque de bloquer certaines installations. En revanche, il est possible de définir des règles concernant le traitement de l'enveloppe.

Ce cadre réglementaire se présentera sous trois formes:

- Interdire ce que l'on ne veut pas trouver dans la zone.
- Imposer ce que l'on souhaite.
- Délimiter les gammes de choix.

Les propositions sont les suivantes :

Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage,...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains.

Il est interdit de laisser à nu des matériaux destinés à être recouverts.

Les façades implantées sur rue des bâtiments d'activités doivent être traitées en maçonnerie.

Les architectures typiques d'autres régions ou d'autres pays sont prohibées.

Les terrassements importants et talutages excessifs sont interdits.

3.4. GESTION DES NUISANCES

Les bâtiments devront tenir compte des éventuelles désagréments sonores de la RD 931. Un talutage le long de la voie serait un facteur favorable dans le cas d'un délaissé de terrain le long de la RD 931.

L'écran de verdure prévu le long de la RD 931, bien que totalement inefficace en matière phonique, joue un rôle d'éloignement psychologique du bruit.



Schéma de principe de desserte et d'aménagement de la zone

4. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS OPERATIONNELLES

4.1. DETERMINATION DU CADRE REGLEMENTAIRE

4.1.1 Zonage et délimitation spatiale des contraintes

La planche de proposition de zonage reprend les dispositions.

4.1.2. Ventilation des contraintes réglementaires selon les 14 articles du P.L.U.

Article 1 - Occupations et utilisations du sol interdites

- Les bâtiments d'activités et particulièrement ceux à vocation industrielle,
- Les occupations et utilisations du sol incompatibles avec la vocation résidentielle de la zone (carrières) ou susceptibles d'engendrer des nuisances visuelles (dépôts, caravanes isolées).
- Les installations et travaux divers.

Article 2 - Occupations et utilisations du sol autorisées sous conditions

- Les constructions à usage d'exploitation agricole à condition qu'elles n'engendrent pas de risques et de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs...).
- Les installations classées pour la protection de l'environnement à condition :
 - a) qu'elles ne soient pas soumises au régime d'autorisation défini par les articles L. 512-1 et suivants du code de l'environnement.
 - b) qu'elles n'engendrent pas de risques et de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs...).
- Les constructions à usage d'artisanat, de commerce à condition :
 - a) qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des habitants.
 - b) qu'elles n'engendrent pas de risques et de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs...).

Article 3 - Voirie

- Les voiries de dessertes auront une emprise de 6 mètres de large minimum.

Article 4 - Desserte par les réseaux

- Prescriptions habituelles.

Article 5 - Caractéristique des terrains

- En cas de contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif, pour être constructible, un terrain doit avoir une superficie minimale de 600 m²

Article 6 - Implantation par rapport aux voies et emprises publiques

- Recul minimum imposé:
 - 10 mètres par rapport à l'emprise de la RD 931,
 - 5 mètres par rapport aux emprises des voies intérieures.

Article 7 - Implantation par rapport aux limites séparatives

- Soit en limite de propriété (avec les dispositions correspondantes en matière de sécurité incendie)
- Soit en recul de 3 mètres minimum.

Article 8 - Implantation des constructions sur une même parcelle

- Les bâtiments non contigus devront être espacés de 4 mètres minimum

Article 9 - Emprise au sol

- L'emprise au sol des bâtiments ne devra pas excéder 70 % du lot.

Article 10 - Hauteur des constructions

- La hauteur maximum des bâtiments sera de 10 mètres au faîtage.

Article 11 - Aspect extérieur des constructions

- Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage,...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains notamment en ce qui concerne :

- Il est interdit de laisser à nu des matériaux destinés à être recouverts.
- Les façades implantées sur rue des bâtiments d'activités doivent être traitées en maçonnerie.
- Les architectures typiques d'autres régions ou d'autres pays sont prohibées.
- Les terrassements importants et talutages excessifs sont interdits.

Article 12 - stationnement des véhicules

- Les stationnements devront être assurés à l'intérieur de chaque parcelle
- Il est demandé au minimum 2 places de stationnement par logement.

Article 13 - Espaces verts

LA FRANGE SUR LA RD 931

Une partie de la bande de 10 mètres de profondeur à compter des limites d'emprise de la RD 931 sera traitée en bosquet (à l'exclusion du chemin d'exploitation n° 10). Le choix des essences se fera dans le registre local.

Les deux-tiers minimum des plantations devront être à feuilles caduques. Le complément sera à feuillage persistant dont des résineux.

La densité des plantations sera au minimum de 20 plants à l'are pour la petite futaie.

PLANTATION A L'INTERIEUR DU SITE

Pour toute opération d'aménagement d'ensemble d'une superficie supérieure à 5000 m², 10% de la surface totale du terrain sera réservée pour la réalisation d'espaces publics ou d'espaces verts d'accompagnement (terrains d'aventure, place publique, réserve pour des équipements), éléments déterminants de la composition urbaine.

Article 14 - C.O.S.

- Sans objet

4.2. CAHIER DE RECOMMANDATIONS DESTINE AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES

En accompagnement des dispositions ci-dessus, il est souhaitable que le Département conserve l'alignement d'arbres le long de la RD 931.

Dans le même cadre d'accompagnement, la commune pourra végétaliser les abords de la salle de sport.

TITRE 2. ENTREE EST

1. DIAGNOSTIC DU SITE

1.1. ANALYSE PAYSAGERE

1.1.1 Caractère géographique et topographique de l'environnement

D'une superficie d'environ 4 hectares, la future zone d'habitat, qui surplombe le village, se situe dans le prolongement est de l'agglomération de Somme-Suippe de part et d'autre de la RD 931. Pour la partie longeant la voie de chemin de fer, il s'agit de terres agricoles, actuellement en culture, subissant une faible pente orientée d'est en ouest.

Pour la partie plus proche de la Nécropole nationale, les terrains concernés sont des fonds de parcelle occupés par des dépôts divers, notamment de matières et de matériels agricoles. La pente y est très faible.

Le site de plaine est limité à l'ouest par la frange de l'agglomération et par la ligne de chemin de fer au sud.

La rue du Cimetière Militaire (prolongeant la voie communale n° 2) en marque la limite est. L'est du site est composé de champs cultivés.

La RD 391 et la rue du Cimetière Militaire constituent les liens urbains du site avec le village et les communes avoisinantes.



Le secteur nord de la zone d'urbanisation future ; nombreux dépôts sont présents sur le site



Le secteur sud de la zone d'urbanisation future ; le site est en culture



Vue sur l'entrée de Somme-Suippe en provenance de Sainte Menehould



Le carrefour de desserte de la zone doit être aménager

1.1.2 Caractéristique dominante de l'occupation des sols dans l'environnement large du site

Vers l'est et vers le sud, au-delà de la voie de chemin de fer, s'étend, à perte de vue, la plaine constituée de champs mis en cultures. Elle est ponctuée par endroits de boisements rélictuels

ou de bâtiments d'élevages éloignés de la partie habitée.

Au nord-ouest, le site est limitrophe du village qui s'étend de la voie ferrée à la limite du Cimetière Militaire. S'il y a quelques pavillons d'habitation, l'essentiel des bâtiments servent d'abri à du matériel ou des produits agricoles, le long de la rue du Levant notamment.

Le Centre de Formation Mécanique Agricole se distingue des occupations généralement observées autour du site.

L'élément végétal est peu présent dans l'environnement large du site et ne lui confère aucune caractéristique paysagère remarquable. Toutefois, la Nécropole Nationale exige un soin particulier dans le traitement paysager.

Un point d'eau et un pont-bascule destinés aux exploitants agricoles sont implantés de l'autre côté de la rue du Cimetière.

Enfin, le château d'eau est un élément marquant de l'environnement du site.

1.1.3 Relation visuelle entre le site et son environnement

Les relations visuelles entre le site et son environnement sont directes.

Le site, de part et d'autre la route départementale, est en entrée de ville. La qualité de traitement du site influera largement sur l'image qui se dégagera du village de Somme-Suippe, village qui, par ailleurs, présente des qualités quant à l'harmonie générale des volumétries construites et leur imbrication un élément végétal qui se fait rare dans son environnement.

1.1.4 Avantages - Inconvénients

Points forts du site et de son environnement

L'environnement existant possède des atouts indéniables du point de vue paysager dont deux majeurs:

- La RD 931 est en relation directe avec le site,
- Les chemins et les rues qui bordent le site le rendent facilement accessible.

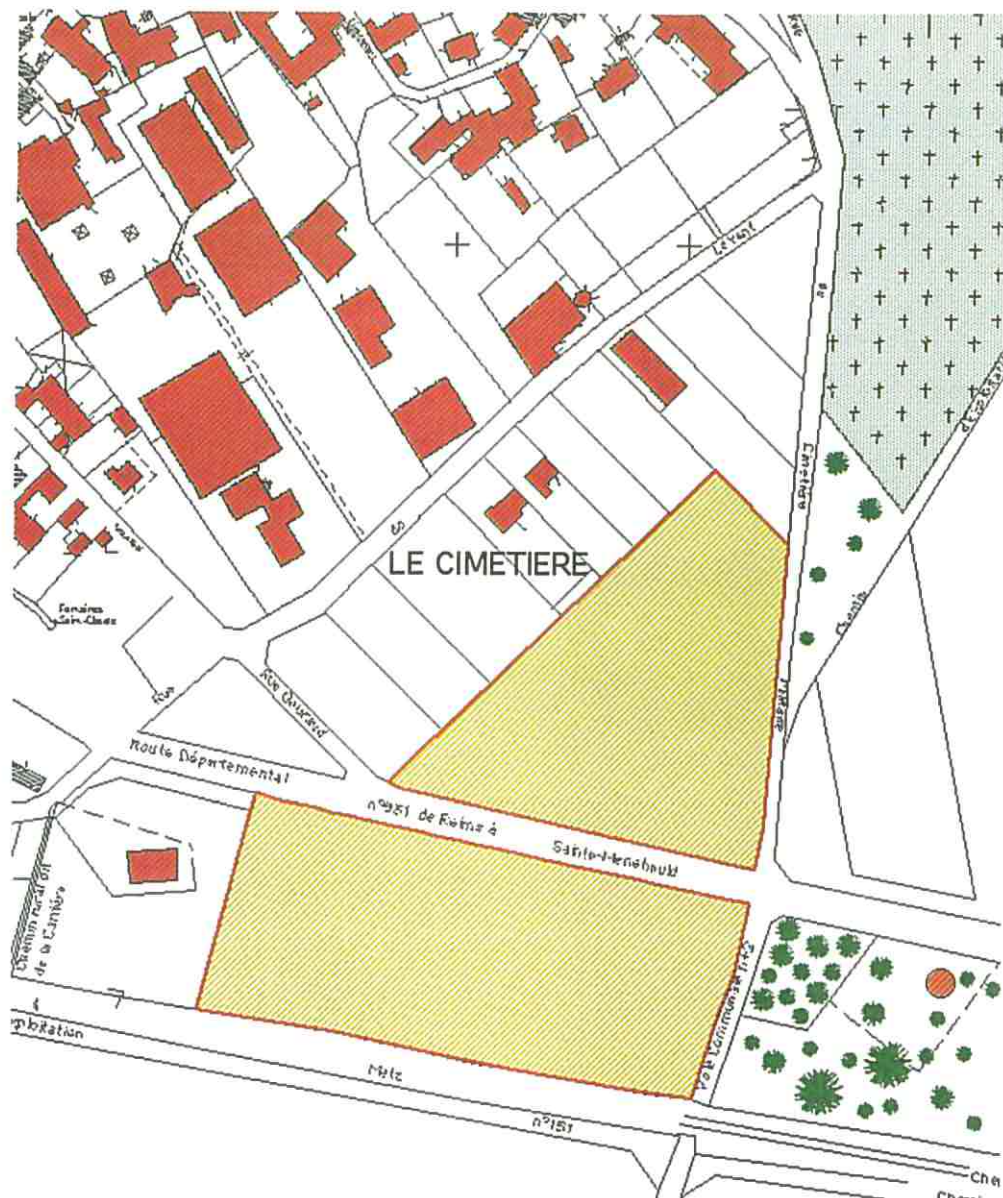


Schéma de la zone et de ses abords immédiats

Points faibles du site et de son environnement

La Départementale, voie à grande circulation, suit un décaissé progressif à partir du carrefour avec la rue du Cimetière (point haut) jusqu'au carrefour de la rue du Levant (point bas). Cela amenuise la brutalité de la relation au site.

La voie ferrée est un second élément négatif au regard des nuisances qu'elle engendre. Son effet demeure important dans la mesure où le périmètre du site n'est pas de nature à limiter des implantations de bâtiment qui en seraient trop proche.

La Nécropole Nationale implique un soin particulier d'intégration paysagère des constructions futures qui seront en co-visibilité.

Le château d'eau ne peut être occulté et les constructions futures devront composer avec sa présence.

Même dans le cas de constructions sans qualité particulière, un traitement végétal des extérieurs, abords et clôtures, participe largement à l'amélioration d'une intégration dans le paysage.

1.2. ETUDE DU SCHEMA DE CIRCULATION DU SITE

1.2.1 Desserte de la zone

La zone se situe de part et d'autre de la RD 931.

La voie communale n° 2 et la rue du Cimetière en assurent des dessertes secondaires dans des conditions de sécurité satisfaisantes.

La création de tout nouvel accès à la RD 931 est interdite.

Toutefois le carrefour de la RD 931 avec la voie communale n° 2 et la rue du Cimetière doit être aménager compte tenu notamment d'un manque de visibilité constaté sur la RD 931 des véhicules venant de la direction de Sainte Menehould.

L'aménagement de ce carrefour pourrait se faire de manière à freiner la circulation entrant dans le village. Cette considération a un impact indirect sur la sécurité du carrefour entre la RD 931 et la rue du Levant qui reçoit le trafic induit par le Centre de Formation Mécanique Agricole.

Une réflexion doit être menée, en partenariat avec le Conseil Général afin de prendre en compte la circulation supplémentaire générée par les constructions nouvelles.

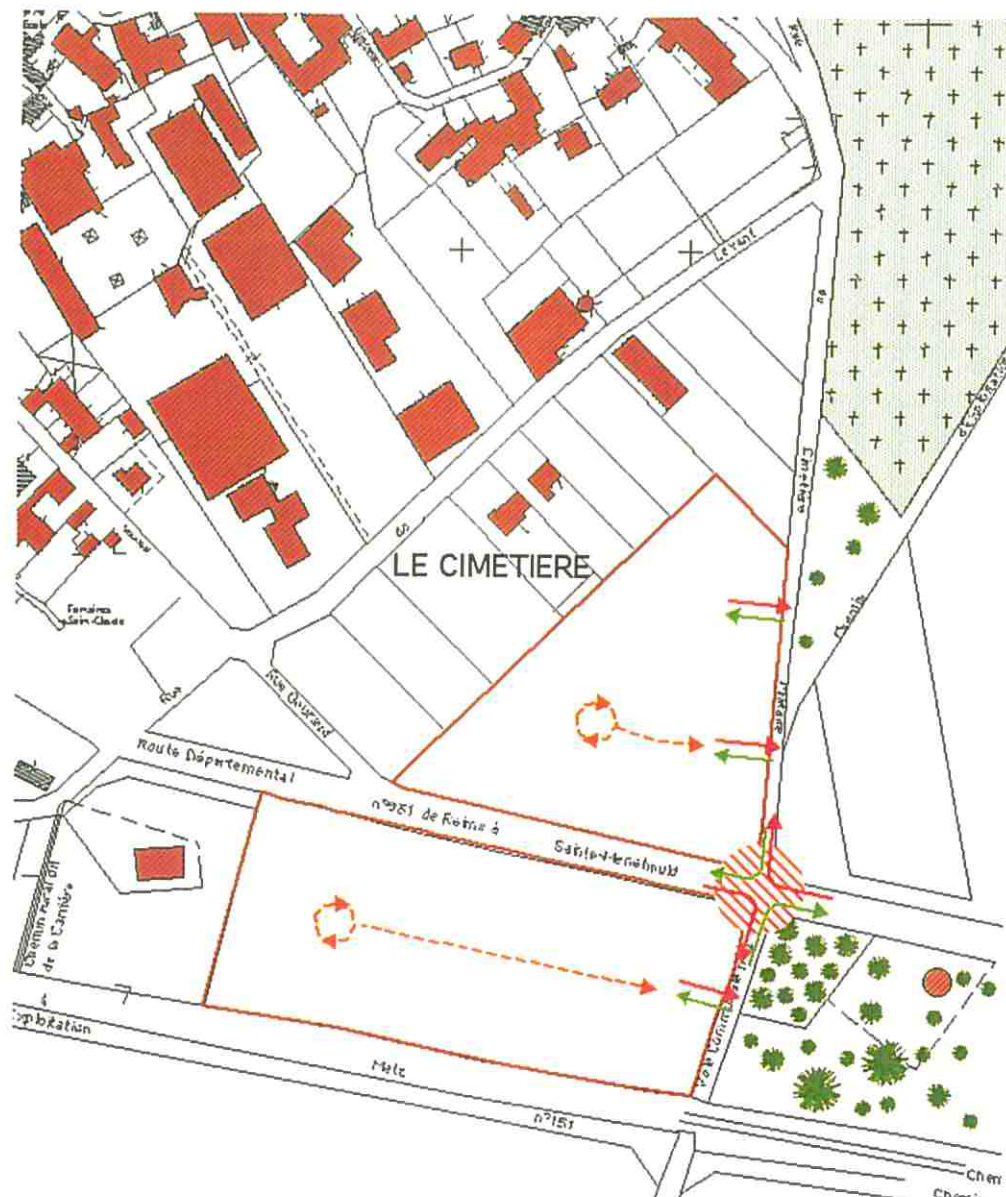


Schéma de principe de desserte de la zone d'urbanisation future

• Les entrées et sorties de la zone:

Des voies de dégagement doivent être matérialisées pour s'engager sur la rue du Cimetière et la voie communale n° 2.

Un accès vers l'intérieur de la zone débouchera sur la rue du Cimetière. Des accès individualisés pourront être réalisés sur cette voie.

Un accès vers l'intérieur de la zone débouchera sur la voie communale n° 2. Des accès individualisés pourront être réalisés sur cette voie.

1.2.2 Identification des atouts et des points négatifs

Les atouts

Le site est suffisamment desservi par des voies de circulation.

La route départementale n° 931, voie à grande circulation, met ce site en relation directe avec les infrastructures départementale et nationale. Elle permet de desservir la zone par l'intermédiaire de voies secondaires : la rue du Cimetière et la voie communale n° 2.

Les points négatifs

La réalisation du projet engendrera un accroissement du flux de circulation dans le secteur. Cette augmentation rendra le carrefour de l'entrée du village plus dangereux.

1.3. PRISE EN COMPTE DES NUISANCES

1.3.1 Nuisances existantes

Hormis les nuisances générées par la voie ferrée, la nuisance dominante est celle du bruit générée par la RD 931, voie à grande circulation. Ces nuisances acoustiques présentes de fait ne sont cependant pas soumises à des dispositions particulières. En effet, le passage de la RD 931 n'entraîne aucune zone de bruit réglementaire.

Le profil de la route réduit les émissions sonores à l'horizontal. Le décaissé progressif de la RD 931 du carrefour avec la rue du Cimetière vers le centre village peut minimiser la propagation du son émis par la circulation.

1.3.2. Nuisances générées par le projet

La réalisation du projet dans le cadre des réglementations en vigueur ne devra pas être de nature à générer de nuisances outre une circulation automobile accrue.

Une attention particulière devra être portée à l'égard du captage d'eau potable de la commune situé en proximité immédiate de la zone à aménager.

1.4. PRINCIPAUX ENJEUX

1.4.1 Enjeux démographiques

La création d'une zone d'habitation de 4 hectares environ constitue un enjeu démographique d'importance pour la Commune, tant en matière de dynamisme, qu'en terme de fiscalité locale.

Si la population de l'arrondissement est stable, celle du département est en hausse de 1,2 %. Celle de Somme Suippe est en baisse de 9 %, soit 26 habitants de moins sur la période 1990-1999.

Toutefois, la réflexion sur l'habitat doit prendre en compte la dimension intercommunale et notamment la proximité de la ville de Suippe et de l'agglomération de Châlons-en-Champagne.

La commune de Somme-Suippe compte 148 logements, dont 145 résidences principales, aucun logement vacant et 3 résidences secondaires en 1999.

La construction de logements sur le territoire de la commune est peu soutenue, la progression est de 11 logements entre 1990 et 1999. Le taux de variation annuel moyen est de 0,9 %.

1.4.2 Enjeux de sécurité et de circulation

L'accroissement du trafic ira vers une augmentation du risque au point de jonction des flux de circulation générés par le site et de ceux de la RD 931.

Le développement de cette zone d'habitat rendra, à terme, nécessaire le traitement de ce point.

Ainsi le retraitement des dispositions actuelles sur le site peut être envisagé : Modification du carrefour.

*

Les dispositions à prendre correspondant au second point ne relèvent plus de l'opérateur communal, mais des instances départementales.

1.4.3 Enjeux paysagers et urbains

La maîtrise paysagère du site passe des dispositions de deux types:

- D'une part, définir un cadre qui amène à constituer un écran de verdure côté RD 931 et à réaliser une forte imbrication du végétal et du bâti.

- D'autre part, réglementer les constructions afin que par leur implantation, leur volumétrie, et leur aspect, elles n'entrent pas en conflit avec la qualité paysagère de l'environnement du site.

Aucune réglementation ne peut assurer la production d'une architecture de qualité. En revanche, les règles peuvent contribuer à une meilleure homogénéité du bâti.

2. IDENTIFICATION DES VOCATIONS POTENTIELLES DU SITE

CONCLUSIONS DE L'ETUDE DE DIAGNOSTIC

La vocation de zone d'habitat du présent site, apparaît cohérente au regard de sa situation en bord de la RD 931.

Si la RD 931 peut engendrer quelques désagréments de fait sur une zone d'habitat et de repos, aucune disposition réglementaire n'est à retenir. La RD 931 n'est pas réglementairement retenue au titre de zone de bruit. Le traitement de la frange du site jouxtant la RD 931 va donc permettre d'apporter un plus grand confort et être en adéquation avec les caractéristiques de l'environnement.

L'épaisseur de cette frange aura tout de même une importance. La seule réalisation d'une clôture végétale du site ne sera point suffisante.

Le maillage du construit et du végétal, la forte interpénétration des plantations d'arbres dans le tissu bâti permettra d'assurer une prolongation des caractéristiques des zones bâties actuelles.

Les bâtiments d'habitation ne sont pas de nature à détériorer l'aspect visuel de l'entrée de ville.

Les contraintes économiquement les plus neutres, consistent à définir la gamme des matériaux et couleurs autorisés afin d'assurer une qualité et homogénéité relatives de l'ensemble.

3. DETERMINATION DES OBJECTIFS ET STRATEGIES A DEVELOPPER SUR LE SITE

3.1. DESTINATION DU SITE

Le site a vocation à accueillir des implantations de bâtiments d'habitation, sous réserve que ceux-ci soient intégrés dans un cadre verdoyant planté.

3.2. OBJECTIFS EN MATIERE DE SECURITE ROUTIERE ET DE CIRCULATIONS

Préserver l'avenir en prévoyant des emplacements réservés aux aménagements possibles des deux carrefours.

Etudier un réaménagement du carrefour à l'entrée de Somme-Suippe.

3.3. ORIENTATIONS PAYSAGERES, URBAINES ET ARCHITECTURALES

Trois axes sont à prendre en compte :

a) - La gestion du cadre paysagé et végétal

Le site nécessite un traitement tout particulier de la frange le long de la RD 931 en raison d'une part de l'image du site depuis la RD 931, d'autre part compte-tenu des vues éloignées.

Ce traitement pour répondre du double objectif de gérer les vues proches et éloignées devra être constitué à la fois de haies, buissons et d'arbres de hautes futaies.

Le traitement peut consister à traiter une frange de bosquets à dominante d'essences locales et traditionnelles de feuillus, émaillée de persistants et de résineux.

La gestion paysagère des rives devra être complétée par la présence d'arbres à l'intérieur du site venant accompagner les bâtiments.

b) - La gestion urbanistique du site

La solution consistant à gérer la densité du site, si elle est validée économiquement, permettrait une meilleure gestion globale de celui-ci. Simplicité des dessertes, bonne gestion de la rive RD 931, allègement de trésorerie, diminutions des contraintes dans le temps.

Dans tous les cas et quelle que soit la solution retenue, il est indispensable que des marges de recul soient définies sur chacune des voies.

MARGE DE REcul SUR LA RD 931

Sur la RD 931, compte-tenu du très fort impact visuel, la marge conseillée sera de 10 mètres minimum, par rapport à l'alignement.

MARGE DE REcul SUR LES AUTRES VOIES PUBLIQUES

Sur ces deux voies, la marge de recul pourra être limitée à 5 mètres.

Ces seules contraintes d'implantations apparaissent nécessaires et suffisantes pour répondre aux objectifs de gestion paysagère du site.

Pour les voies intérieures, une marge de recul de 5 mètres sera suffisante pour gérer des espaces libres.

La gestion de l'implantation des bâtiments par rapport aux autres limites ou les unes par rapport aux autres sur le terrain pourront être établies à convenance.

Les hauteurs maximales devront être calées au plus juste par rapport aux nécessités techniques, 10 mètres seraient une bonne limite de hauteur totale maximum pour l'aspect environnemental.

c) - La gestion architecturale

L'objectif minimaliste en la matière consiste à obtenir une bonne cohérence d'ensemble des constructions.

Les programmes qui s'implanteront sur place et dont on ne connaît pas la nature actuellement auront des besoins différents les uns des autres. Les volumétries en dépendront. Une réglementation trop rigoureuse en matière de formes et volumes risque de bloquer certaines installations. En revanche, il est possible de définir des règles concernant le traitement de l'enveloppe.

Ce cadre réglementaire se présentera sous trois formes :

- Interdire ce que l'on ne veut pas trouver dans la zone.
- Imposer ce que l'on souhaite.
- Délimiter les gammes de choix.

Les propositions sont les suivantes :

Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage,...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains.

Il est interdit de laisser à nu des matériaux destinés à être recouverts.

4. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS OPERATIONNELLES

4.1. DETERMINATION DU CADRE REGLEMENTAIRE

4.1.1 Zonage et délimitation spatiale des contraintes

La planche de proposition de zonage reprend les dispositions.

4.1.2. Ventilation des contraintes réglementaires selon les 14 articles du P.L.U.

Article 1 - Occupations et utilisations du sol interdites

- Les bâtiments d'activités et particulièrement ceux à vocation industrielle,
- Les occupations et utilisations du sol incompatibles avec la vocation résidentielle de la zone (carrières) ou susceptibles d'engendrer des nuisances visuelles (dépôts, caravanes isolées),
- Les installations et travaux divers.

Article 2 - Occupations et utilisations du sol autorisées sous conditions

- Les constructions à usage d'exploitation agricole à condition qu'elles n'engendrent pas de risques et de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs...).
- Les installations classées pour la protection de l'environnement à condition :
 - a) qu'elles ne soient pas soumises au régime d'autorisation défini par les articles L. 512-1 et suivants du code de l'environnement.
 - b) qu'elles n'engendrent pas de risques et de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs...).
- Les constructions à usage d'artisanat, de commerce à condition :
 - a) qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des habitants.
 - b) qu'elles n'engendrent pas de risques et de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs...).

Article 3 - Voirie

- Les voiries de dessertes auront une emprise de 6 mètres de large minimum.

Article 4 - Desserte par les réseaux

- Prescriptions habituelles.

Article 5 - Caractéristique des terrains

- En cas de contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif, pour être constructible, un terrain doit avoir une superficie minimale de 600 m²

Article 6 - Implantation par rapport aux voies et emprises publiques

- Recul minimum imposé:
 - 10 mètres par rapport à l'emprise de la RD 931,
 - 5 mètres par rapport aux emprises des voies intérieures.

Article 7 - Implantation par rapport aux limites séparatives

- Soit en limite de propriété (avec les dispositions correspondantes en matière de sécurité incendie)
- Soit en recul de 3 mètres minimum.

Article 8 - Implantation des constructions sur une même parcelle

- Les bâtiments non contigus devront être espacés de 4 mètres minimum

Article 9 - Emprise au sol

- L'emprise au sol des bâtiments ne devra pas excéder 70 % du lot.

Article 10 - Hauteur des constructions

- La hauteur maximum des bâtiments sera de 10 mètres au faîtage.

Article 11 - Aspect extérieur des constructions

- Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage,...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains notamment en ce qui concerne :
- Il est interdit de laisser à nu des matériaux destinés à être recouverts.
- Les façades implantées sur rue des bâtiments d'activités doivent être traitées en maçonnerie.

- Les architectures typiques d'autres régions ou d'autres pays sont prohibées.
- Les terrassements importants et talutages excessifs sont interdits.

Article 12 - stationnement des véhicules

- Les stationnements devront être assurés à l'intérieur de chaque parcelle
- Il est demandé au minimum 2 places de stationnement par logement.

Article 13 - Espaces verts

LA FRANGE SUR LA RD 931 :

Une partie de la bande de 10 mètres de profondeur à compter des limites d'emprise de la RD 931 sera traitée en bosquet. Le choix des essences se fera dans le registre local.

Les deux-tiers minimum des plantations devront être à feuilles caduques. Le complément sera à feuillage persistant dont des résineux.

La densité des plantations sera au minimum de 20 plants à l'are pour la petite futaie.

PLANTATION A L'INTERIEUR DU SITE :

Pour toute opération d'aménagement d'ensemble d'une superficie supérieure à 5000 m², 10% de la surface totale du terrain sera réservée pour la réalisation d'espaces publics ou d'espaces verts d'accompagnement (terrains d'aventure, place publique, réserve pour des équipements), éléments déterminants de la composition urbaine.

Article 14 - C.O.S.

- Sans objet

4.2. CAHIER DE RECOMMANDATIONS DESTINE AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES

En accompagnement des dispositions ci-dessus, il est souhaitable que la commune engage une réflexion avec le Département concernant l'aménagement des carrefours et plus généralement de la sécurité de la traversée du village.